

Vu l'arrêté n° 2315 CM du 16 décembre 2010 modifié portant agrément du projet présenté par la SARL Bellavista Promotion pour la construction d'un ensemble immobilier comprenant 20 appartements ;

Vu la lettre de M. Florent Doligez, mandaté par la SARL Bellavista Promotion, en date du 23 juillet 2013 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 11 octobre 2013,

Arrête :

Article 1er.— L'article 2 de l'arrêté n° 2315 CM du 16 décembre 2010 modifié est remplacé par : "Les caractéristiques du projet d'investissement sont les suivantes :

- Nature de l'investissement : Le présent programme d'investissement porte sur la construction d'un ensemble immobilier (R+4) comprenant 20 appartements situés au rez-de-chaussée, 1er, 2e et 3e étage, ainsi que 20 places de parking souterrain. Ces logements sont destinés à être vendus ou loués à des ménages dont les revenus mensuels sont inférieurs ou égaux à 3 fois le SMIG brut, qui les affecteront à leur habitation principale. Ils pourront également être vendus à des investisseurs polynésiens qui les loueront à des ménages dont les revenus mensuels sont inférieurs ou égaux à 3 fois le SMIG brut, qui les affecteront à leur habitation principale.

Les prix de vente et loyers maximums s'établissent tels qu'il suit :

Type de logement	Nombre d'unités disponibles	Surface habitable (m2)	Terrasse (m2)	Garage (m2)	Surface totale (m2)	Prix de vente maximum hors frais de commercialisation (F CFP)	Loyers mensuels avec un parking hors charges (F CFP)
F2	3	46,80	6,15	12	64,95	11 637 580	74 867
F2	3	45,07	3,35	12	60,42	10 825 906	69 113
F2	3	45,10	0	12	57,10	10 231 036	64 897
F3	4	62,50	0	12	74,50	13 348 725	86 995
F3	4	61,35	0	12	73,35	13 142 671	85 535
F3	3	63,20	2,90	12	78,10	13 993 764	91 567

- Date prévisionnelle de mise en exploitation : 2013."

Art. 2.— Le vice-président, ministre de l'économie, des finances et du budget, de la fonction publique, chargé des entreprises et de l'industrie, de la promotion des exportations et de la lutte contre la vie chère, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 octobre 2013.

Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 1375 CM du 14 octobre 2013 portant mesures d'application des incitations fiscales à l'investissement faisant l'objet des titres Ier, II et III de la troisième partie du code des impôts.

NOR : DAE1301898AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie, des finances et du budget, de la fonction publique, chargé des entreprises et de l'industrie, de la promotion des exportations et de la lutte contre la vie chère,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des impôts ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 11 octobre 2013,

Arrête :

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE I - MODALITES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES AGREMENTS FISCAUX

Section I - Rôle et composition de la commission

Article 1er.— En application des articles LP. 913-1 à LP. 913-4, la commission consultative des agréments fiscaux du code des impôts, est chargée de rendre un avis sur les demandes d'agrément des programmes d'investissement aux dispositifs d'incitation fiscale à l'investissement faisant l'objet des titres Ier, II et III de la troisième partie du code des impôts.

Conformément à l'article LP. 913-2 du code des impôts, la commission est composée de cinq membres du gouvernement, qui peuvent se faire représenter :

- le ministre en charge de l'économie ;
- le ministre en charge du logement ;
- le ministre en charge du tourisme ;
- le ministre en charge des ressources marines ;
- le ministre en charge des transports maritimes.

La vice-présidence de la commission consultative des agréments fiscaux est confiée au ministre en charge du logement.

Les ministres non membres participent aux travaux de la commission lorsque, les dossiers examinés étant présentés dans des secteurs d'activités relevant en tout ou partie de leur compétence, ils sont appelés à communiquer leur avis conformément à l'article 5 ci-après.

Section II - Saisine

Art. 2.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit déposer un dossier de demande d'agrément, en huit exemplaires, au secrétariat de la commission.

Section III - Instruction du dossier

Art. 3.— Le secrétariat de la commission est habilité à solliciter tous compléments d'informations ou pièces manquantes au dossier, à tout moment de la procédure d'agrément.

Art. 4.— Le secrétariat de la commission notifie l'irrecevabilité du dossier dans les cas suivants :

- demande d'agrément présentée au titre d'un secteur d'activité non éligible au dispositif concerné par cette demande ;
- défaut de réponse aux demandes de pièces nécessaires au caractère complet du dossier, après un délai de régularisation de trente jours ;
- absence de mandat du représentant de l'entreprise ;
- inexistence juridique de l'entreprise (immatriculation en cours).

Art. 5.— Le secrétariat de la commission délivre à l'entreprise qui réalise le programme d'investissement un récépissé de dépôt de dossier.

Il adresse le dossier :

- à chacun des membres de la commission ;
- le cas échéant, aux ministres non membres, en charge des secteurs d'activités dont relève le programme d'investissement ;
- le cas échéant, sous couvert des ministères de tutelle, aux services administratifs compétents.

Art. 6.— Les destinataires du dossier transmettent leur avis circonstancié au secrétariat de la commission dans un délai de trente jours à compter de la réception du dossier. A cet effet, ils sont habilités à solliciter de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement toutes informations ressortissant à l'exercice de leurs compétences respectives.

Art. 7.— A partir de l'ensemble des avis reçus, le secrétariat de la commission établit un rapport de présentation du dossier de demande d'agrément, en vue de son examen par la commission.

Section IV - Réunion

Art. 8.— La commission se réunit sur convocation de son président ou, en l'absence de celui-ci, de son vice-président.

Art. 9.— La convocation est adressée au moins sept jours calendaires avant la date de tenue de la réunion, aux membres de la commission et, le cas échéant, aux ministres en charge des secteurs d'activités dont relève le programme d'investissement.

La convocation adressée aux membres de la commission et, le cas échéant, aux ministres en charge des secteurs d'activités dont relève le programme d'investissement, est complétée de l'ordre du jour et d'un dossier de séance comprenant le rapport de présentation prévu à l'article 7 ci-dessus.

Art. 10.— Le quorum est fixé à trois membres ou leurs représentants, dont le président de séance.

Les séances de la commission ne sont pas publiques. Toutefois, sur proposition du président de séance ou du secrétariat, la commission peut entendre toute personne susceptible de compléter son information. En outre, les membres de la commission et, le cas échéant, les ministres en charge des secteurs d'activité dont relève le programme d'investissement, peuvent se faire assister en réunion de collaborateurs de leur choix.

En cas d'absence, un membre de la commission ne peut se faire représenter que par un autre membre de la commission.

Art. 11.— Le secrétariat de la commission présente les dossiers et est chargé d'établir le compte rendu de la séance.

Section V - Délibéré

Art. 12.— Le président de séance peut différer le délibéré s'il estime que la commission n'est pas suffisamment éclairée. Dans ce cas, il sollicite un complément d'instruction par le secrétariat et renvoie le dossier à une prochaine réunion.

Art. 13.— L'avis de la commission est rendu à la majorité des membres présents ou leurs représentants.

Les ministres en charge des secteurs d'activités dont relève le programme d'investissement n'ont pas voix délibérative.

En cas de partage des voix, celle du président de séance est prépondérante.

Section VI- Notification de l'avis

Art. 14.— Le secrétariat de la commission consultative des agréments fiscaux notifie l'avis au ministre en charge de l'économie, à l'exclusion de toute autre personne ou autorité. A cet avis est joint le dossier complet de demande d'agrément.

Art. 15.— A partir de l'avis rendu, un projet de décision est élaboré sur le rapport du ministre en charge de l'économie puis transmis au conseil des ministres aux fins de son examen dans les conditions fixées par l'article 157-2 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée susvisée.

Section VII - Dispositions diverses

Art. 16.— Les dispositions des articles 2 à 15 ci-dessus sont applicables aux demandes d'agrément au régime des investissements dans les fonds communs de placement à risques présentés par les entreprises de marché ou prestataires de service d'investissement dans les conditions du titre III de la troisième partie du code des impôts.

Art. 17.— Les membres de la commission consultative des agréments fiscaux, les ministres siégeant avec voix consultative et, de manière générale, toute personne appelée à prendre connaissance des informations communiquées dans le cadre de l'instruction des dossiers et des réunions de la commission, sont tenus au secret professionnel dans les termes de l'article 461-1 du code des impôts.

CHAPITRE II - PROCEDURE D'AGREMENT SIMPLIFIEE

Art. 18.— Conformément aux articles LP. 913-3 et LP. 913-7 du code des impôts, ne sont pas soumises à l'avis préalable de la commission consultative des agréments fiscaux :

- les demandes d'agrément des programmes d'investissement aux dispositifs du régime des investissements indirects et au régime des investissements directs, lorsque le montant total du programme d'investissement est inférieur à 100 000 000 F CFP ;

- les demandes de modifications des programmes d'investissement, postérieurement à leur agrément, lorsque les modifications ne sont pas substantielles et affectent pour moins de 20 % la base d'investissement agréée par rapport à la demande initiale.

Le montant visé au deuxième alinéa est à considérer toutes taxes comprises.

Section I - Dépôt des demandes

Art. 19.— Les demandes d'agrément ou de modifications éligibles à la procédure simplifiée dans les conditions prévues à l'article 18, sont déposées à la direction générale des affaires économiques, en cinq exemplaires, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement.

Art. 20.— Les demandes de modifications de programmes d'investissement agréés doivent être motivées et accompagnées de tous documents de nature à justifier l'augmentation ou la diminution de la base d'investissement agréée retenue initialement.

Section II - Instruction des dossiers

Art. 21.— La direction générale des affaires économiques est habilitée à solliciter tous compléments d'informations ou pièces manquantes au dossier, à tout moment de la procédure d'agrément.

Art. 22.— La direction générale des affaires économiques notifie l'irrecevabilité du dossier dans les cas suivants :

- demande d'agrément présentée au titre d'un secteur d'activité non éligible au dispositif concerné par cette demande ;
- défaut de réponse aux demandes de pièces nécessaires au caractère complet du dossier, dans un délai de régularisation de trente jours ;
- absence de mandat du représentant de l'entreprise ;
- inexistence juridique de l'entreprise (immatriculation en cours).

Art. 23.— La direction générale des affaires économiques délivre à l'entreprise qui réalise le programme d'investissement un récépissé de dépôt de dossier.

Art. 24.— Le dossier complet est transmis par la direction générale des affaires économiques, pour avis, aux services administratifs concernés par le secteur d'activité dont relève la demande, sous couvert de leurs ministères de tutelle respectifs.

Art. 25.— Les destinataires du dossier complet transmettent leur avis circonstancié à la direction générale des affaires économiques dans un délai de trente jours à compter de la réception du dossier.

Art. 26.— A partir de l'ensemble des avis reçus, la direction générale des affaires économiques établit un rapport de présentation du dossier de demande d'agrément, à l'attention du ministre en charge de l'économie.

Art. 27.— Sur le rapport du ministre en charge de l'économie, un projet de décision est transmis au Président de la Polynésie française aux fins de son examen dans les conditions fixées par l'article 157-2 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée susvisée.

CHAPITRE III - FORMULAIRES TYPES A SOUSCRIRE DANS LE CADRE DES DISPOSITIFS D'INCITATION FISCALE A L'INVESTISSEMENT FAISANT L'OBJET DES TITRES IER, II ET III DE LA TROISIEME PARTIE DU CODE DES IMPOTS

Section I - Formulaires types de demande d'agrément

Art. 28.— Les demandes d'agrément des programmes d'investissement aux dispositifs d'incitation fiscale à l'investissement faisant l'objet des titres Ier, II et III de la troisième partie du code des impôts doivent contenir, a minima, les informations suivantes :

1°) Identification de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement

- renseignements généraux : dénomination (joindre le justificatif d'inscription au centre de formalités des entreprises et le justificatif d'immatriculation au registre du commerce), forme juridique, objet social, capital social et répartition, adresse du siège social, identité et coordonnées du représentant légal dûment mandaté pour le suivi du dossier (téléphone, télécopie, e-mail), copie des statuts à jour, listes des sociétés dans lesquelles l'entreprise détient des participations (nom des sociétés, nombre de parts, pourcentage de détention), nombre d'emplois existant dans l'entreprise ;
- bilans et comptes de résultats ou déclarations de chiffres d'affaires des trois derniers exercices.

2°) Caractéristiques du programme d'investissement

- description détaillée : nature, situation géographique, autorisations administratives obtenues ;
- coûts : devis ou factures pro forma justifiant le coût de revient du programme d'investissement et les structures des coûts (FOB, CAF, droits et taxes, frais divers) ;
- attestation sur l'honneur de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement d'une mise en concurrence d'une pluralité d'entreprises ;
- origine et évaluation de l'assise foncière : compromis de vente, acte d'acquisition ou bail, rapport d'évaluation du directeur des affaires foncières ou de la commission d'évaluation immobilière ;
- le permis de construire pour les programmes d'investissement présentant des constructions immobilières ;
- détermination de la base d'investissement éligible : déduction des dépenses non éligibles telles que commissions de montage, frais financiers, frais de commercialisation, etc. ;
- intérêt économique pour la Polynésie française ;
- pertinence et viabilité du programme : "business plan" (synthèse du programme d'investissement, besoin du client et opportunité d'affaire, stratégie et étapes clefs, plan marketing et commercial, plan opérationnel, management et personnes clefs, projections financières, analyse des risques et de la rentabilité, besoins et plan de financement) ;
- évaluation des retombées économiques, fiscales et sociales pour les cinq premières années d'exploitation ;
- justification de l'impact direct ou indirect sur l'emploi (création, maintien, actions de formation du personnel) ;
- évaluation des retombées économiques, fiscales et sociales pour les cinq premières années d'exploitation ;

- montant de la marge attendue par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement, dans le cas d'une promotion immobilière (vente ou location) ;
- description de l'impact de l'aide fiscale sur le prix prévisionnel des biens et services qui seront produits ou vendus par l'entreprise ;
- capacité à l'intégration dans l'environnement : notice ou étude d'impact sur l'environnement et autorisation administrative demandée ou délivrée en matière d'installations classées pour l'environnement ;
- rapport faisant état de la possibilité ou de l'impossibilité technique ou financière d'une solution utilisant les énergies renouvelables ou procurant des économies d'énergies fossiles ;
- description du calendrier prévisionnel de réalisation du programme d'investissement.

3°) Financement

- recours prioritaire au régime des investissements directs ;
- bilan d'ouverture de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ;
- plan de financement : fonds propres (capital initial, apports), emprunts (établissement prêteur, montant, plan d'amortissement), financements ouvrant droit à crédit d'impôt (distinction entre souscriptions au capital social, apports en comptes courants non rémunérés et apports de terrain), toutes autres sources de financement permettant de compléter le plan de financement et parmi tous les financements ouvrant droit à crédits d'impôt, distinction entre les financements à 100 % (art. LP. 916-13 al. 5 du code des impôts) et les financements limités à la rétrocession des crédits d'impôt (art. LP. 916-13 al. 5 du code des impôts) ;
- justification de l'emploi de la part non rétrocédée des crédits d'impôts pour les financements à 100 % (art. LP. 916-13 al. 5 du code des impôts) ;
- montant total de la rétrocession nette attendue des investisseurs ;
- le cas échéant, description du montage résultant de la mise en œuvre d'un dispositif de défiscalisation métropolitain : description du schéma juridique et projets de contrat, montant de la base éligible sollicitée, évaluation de l'avantage fiscal rétrocédée à l'entreprise pressentie pour exploiter l'investissement ;
- description du calendrier prévisionnel de levée des fonds dédiés au financement du programme d'investissement et précision des exercices comptables prévisionnels au titre desquels les investisseurs projettent d'imputer les crédits d'impôt ;
- dispositions prévues pour protéger les investisseurs et les tiers.

4°) Modalités juridiques de réalisation du programme d'investissement

- schéma juridique retenu ;
- identification des intervenants à la réalisation du programme ;
- nature des contrats entre les différents intervenants et copie des projets de contrats ;
- montant des commissions de montage.

5°) Attestations de régularité fiscale et sociale

- attestation par la direction des impôts et des contributions publiques de la régularité fiscale de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement et des associés ou actionnaires qui la composent ;

- attestation par le Trésor public de la régularité fiscale de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement et des associés ou actionnaires qui la composent à l'égard du paiement de leurs impôts ;
- attestation par la Caisse de prévoyance sociale de la régularité de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement et des associés ou actionnaires qui la composent au regard des obligations sociales.

6°) Aides publiques

Nature et montant des aides publiques directes ou indirectes autres que celle résultant du dispositif à l'agrément duquel le programme d'investissement est présenté.

7°) Comptes prévisionnels

Comptes d'exploitation prévisionnels sur cinq ans.

Les informations énumérées ci-dessus, ainsi que les engagements y afférents, font l'objet d'un formulaire de demande d'agrément dont le modèle joint au présent arrêté est approuvé, (annexe 1)

Ce formulaire porte la reconnaissance par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement qu'elle a pris connaissance des dispositions de l'article LP. 511-13 du code des impôts selon lequel la délivrance d'une facture ou d'une attestation conditionnant l'octroi des avantages fiscaux prévus dans la troisième partie du code des impôts, qui comporte des mentions fausses ou de complaisance ou qui dissimulent l'identité du bénéficiaire, sont passibles d'une amende égale au montant des avantages fiscaux octroyés.

Section II - Formulaires types d'attestation de début de réalisation et d'achèvement

Art. 29. — Les attestations de début de réalisation et d'achèvement des programmes d'investissement prévues aux articles LP. 915-2 et LP. 915-4 du code des impôts sont établies sur des formulaires dont les modèles ci-joints sont approuvés, (annexes 2 et 3).

Section III - Formulaires types d'attestation de financement

Art. 30. — L'attestation de financement par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement et la demande d'imputation du crédit d'impôt par l'investisseur, telles que prévues aux articles LP. 916-31 et LP. 918-5 du code des impôts, sont établies sur un formulaire dont les modèles ci-joints sont approuvés, (annexes 4 et 4 bis).

Art. 31. — En application de l'article LP. 917-2 du code des impôts, l'attestation que doit fournir l'entreprise qui réalise le programme d'investissement en termes de maintien ou de création d'emplois liés à l'exploitation des investissements agréés, est établie sur un formulaire dont le modèle ci-joint est approuvé, (annexe 5).

Art. 32. — En application de l'article LP. 917-1 du code des impôts, l'attestation que doit fournir l'entreprise qui réalise le programme d'investissement en termes de levée de fonds, de crédit d'impôt, de dépenses et d'emplois est établie sur un formulaire dont le modèle ci-joint est approuvé, (annexe 5 bis).

Art. 33.— Le certificat de souscription aux fonds communs de placement à risques prévu par l'article LP. 951-5 du code des impôts est établi sur un formulaire dont le modèle ci-joint est approuvé, (annexe 6).

Section IV - Formulaires types de balances économiques, sociales et fiscales

Art. 34.— Les balances économiques, sociales et fiscales que doivent produire les entreprises qui réalisent les programmes d'investissement en application de l'article LP. 919-51 du code des impôts, sont établies sur des formulaires dont les modèles ci-joints sont approuvés, (annexes 7 et 7 bis).

CHAPITRE IV - TAUX DU CREDIT D'IMPOT DANS LE CADRE DE PROGRAMMES AGREES AU REGIME DES INVESTISSEMENTS INDIRECTS FAISANT L'OBJET DU TITRE I DE LA TROISIEME PARTIE DU CODE DES IMPOTS

Art. 35.— Pour les secteurs mentionnés au titre II du présent arrêté, le taux du crédit d'impôt dont bénéficient les investisseurs à raison de leur quote-part dans la base d'investissement agréée est fixé à 40 % de cette quote-part.

TITRE II - MESURES SECTORIELLES D'APPLICATION DU REGIME DES INVESTISSEMENTS DIRECTS OU INDIRECTS FAISANT L'OBJET DES TITRES 1ER ET II DE LA TROISIEME PARTIE DU CODE DES IMPOTS

CHAPITRE I - SECTEUR DU LOGEMENT A LOYER MODERE

Section I - Dispositions générales

Art. 36.— I - Les programmes de construction de logements sont agréés au régime des investissements indirects faisant l'objet du titre I de la troisième partie du code des impôts, en considération de critères tenant particulièrement aux caractéristiques des logements et aux ressources des bénéficiaires.

Ces programmes ne sont pas éligibles au régime des investissements directs faisant l'objet du titre II de la troisième partie du code des impôts.

II - La base d'investissement agréée est déterminée par référence à la surface habitable des logements.

Nonobstant toute disposition contraire, pour l'application du présent arrêté, la surface habitable de chaque logement est la surface de plancher construite, après déduction des surfaces occupées par les murs, cloisons, marches et cages d'escaliers, gaines, embrasures de portes et de fenêtres. Il n'est pas tenu compte de la superficie des surfaces annexes entendues des combles non aménagés, caves, sous-sols, remises, garages, parkings, terrasses, loggias, balcons, séchoirs extérieurs au logement, vérandas, volumes vitrés, locaux communs, autres dépendances des logements et, d'une manière générale, des parties de locaux d'une hauteur inférieure à 1,80 mètre.

III - Les logements doivent être équipés de chauffe-eau solaire individuel ou collectif.

IV - Les logements sont accessibles exclusivement à des personnes dont le foyer perçoit un revenu mensuel moyen n'excédant pas une certaine limite fixée par référence au SMIG brut.

Le revenu mensuel moyen est la moyenne des revenus nets du foyer constatés pendant les six mois ayant précédé la date de dépôt de la demande de logement. Sont inclus dans le calcul du revenu mensuel moyen du foyer, tous les revenus des personnes composant le foyer. Sont toutefois exclues de ce calcul les prestations familiales de toute nature.

V - Le foyer est constitué par une ou plusieurs personnes qui, quels que soient les liens qui les unissent, occupent un même logement à titre de résidence principale.

VI - Les actes de vente et les contrats de location précisent que toute déclaration mensongère destinée à se voir attribuer un logement est passible de sanctions pénales et, le cas échéant, de sanctions fiscales.

Section II - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 37.— Les programmes de construction de logements à loyer modéré présentés à l'agrément doivent comprendre des équipements et espaces communs bâtis favorisant la qualité de vie en habitat groupé.

Art. 38.— I - Le revenu mensuel moyen du foyer bénéficiaire est au plus égal à 4 fois le SMIG brut.

Le foyer bénéficiaire devra remettre une attestation sur l'honneur établie sur un formulaire dont le modèle ci-joint est approuvé (annexe 8), au moment de la signature de l'acte de vente pour les acquisitions et au moment de chaque entrée en jouissance du bien pour les locations :

- pour les logements acquis ou loués directement par le foyer bénéficiaire auprès de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement : à l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ;
- pour les logements acquis ou loués par un organisme de gestion du logement social : à l'organisme de gestion du logement social ;
- pour les logements acquis par une personne qui le destine à la location ou à la revente à des foyers dont le revenu mensuel n'excède pas le plafond précisé au 1er alinéa du présent article : au propriétaire du logement qui le destine à la location ou à la revente à des foyers dont le revenu mensuel n'excède pas le plafond fixé au 1er alinéa du présent article.

Le foyer bénéficiaire du logement devra également fournir les documents suivants qui seront annexés à l'attestation sur l'honneur et à l'acte de vente ou au bail de location :

- Pour les personnes salariées :
 - les six derniers bulletins de salaires ;
 - le relevé de situation individuelle de la Caisse de prévoyance sociale des six derniers mois ;
 - l'attestation de financement bancaire mentionnant le montant et la nature des revenus pris en compte.
- Pour les personnes non salariées :
 - la déclaration de chiffre d'affaires de l'année précédente ;

- la déclaration de revenus à la Caisse de prévoyance et sociale au régime des non salariés ou le relevé de situation individuelle de la Caisse de prévoyance sociale ;
- l'attestation de financement bancaire mentionnant le montant et la nature des revenus pris en compte.

Une copie de l'attestation sur l'honneur, de l'acte de vente ou du bail de location et des documents annexés doit être remise à la direction des impôts et des contributions publiques par les destinataires desdits documents, dans les six mois suivants la signature de l'acte de vente ou du bail de location.

La direction des impôts et des contributions publiques doit être informée de tout changement affectant la location ou la possession des logements pendant la durée de dix années suivant la date de production de l'achèvement du programme d'investissement.

II - Les foyers bénéficiaires des logements s'engagent à affecter les logements à leur habitation principale.

III - Nonobstant la condition de revenu prévue au IV de l'article 36 ci-dessus, les foyers bénéficiant de dispositifs d'aide publique directe à la construction ne peuvent bénéficier de logements à loyer modéré lorsque ceux-ci sont destinés à la vente. Les foyers bénéficiaires des logements certifient, dans l'acte de vente, qu'ils n'ont pas sollicité ou obtenu le bénéfice de ces dispositifs.

Section III - Les opérateurs du secteur

Art. 39. — Les organismes de gestion du logement social visés à l'article LP. 921-1 du code des impôts sont l'Office polynésien de l'habitat, l'Etablissement d'aménagement et de construction ou tout autre organisme de gestion du logement social agréé par le conseil des ministres.

Art. 40. — Le promoteur d'un programme de logement à loyer modéré qui le destine à la vente ou à la location à un organisme de gestion du logement social doit préalablement à sa réalisation obtenir une promesse d'achat ou de contrat de gestion de l'organisme futur gestionnaire.

Le promoteur d'un programme de logement à loyer modéré qui ne le destine pas à la vente ou à la location à un organisme de gestion du logement social doit, avant le début de la réalisation de ce programme, obtenir un avis préalable du ministère en charge du logement.

Section IV - Base d'investissement éligible

Art. 41. — La base d'investissement éligible du programme d'investissement comprend le coût de revient des constructions. Ce coût est au plus égal à 280 000 francs CFP toutes taxes comprises, par mètre carré de surface habitable, éventuellement majorée.

La surface à prendre compte pour l'application de l'alinéa précédent est la surface habitable majorée de :

- la surface des terrasses attenantes aux logements, dans la limite d'une superficie de 15 mètres carrée pour chaque logement ;

- la surface des parkings affectés aux logements, dans la limite d'une superficie par logement de 8 mètres carré pour les parkings aériens ou de 12 mètres carré pour les parkings souterrains ; à condition toutefois que ces parking soient intégrés aux logements et que ceux-ci relèvent de programmes d'investissement situés en zone urbaine.

La surface habitable prise en compte pour déterminer la base d'investissement éligible ne peut dépasser les valeurs maximales suivantes :

	F1	F2	F3	F4	F5
Surface en m2	32	45	65	85	105

Section V - Prix de vente ou de location maximum

Art. 42. — Le prix de vente ou de location des logements doit être adapté aux capacités d'emprunt et aux revenus des foyers bénéficiaires. Il tient compte de la nécessité d'assurer la rémunération du promoteur et l'équilibre financier du programme d'investissement pour l'entreprise qui le réalise. Il doit être calculé à partir du coût de revient global du projet et de sorte qu'au moins 75 % du bénéfice des aides publiques locales affectées au financement du programme et des rétrocessions des crédits d'impôt obtenus en application de l'article 35 ci-dessus profitent aux foyers bénéficiaires en termes de prix d'acquisition ou de montant de loyer.

En sus de l'obligation prévue à l'alinéa précédent, l'entreprise qui réalise le programme d'investissement s'engage, dans le cadre de la procédure d'agrément, à répercuter sur le prix de vente ou de location des logements, l'aide fiscale issue de dispositifs d'aide fiscale à l'investissement métropolitains, dans le respect des modalités que prévoient ces dispositifs. Dans le cadre de la procédure d'agrément, elle doit produire à cette fin, les prix de vente ou de location maximums auxquels la décision d'agrément pourra ramener les prix fixés en application de l'alinéa précédent.

Section VI - Obligations spécifiques liées à l'achèvement ou à l'exploitation du programme

Art. 43. — Pour les logements destinés à la location, l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou l'organisme gestionnaire des logements ou encore l'investisseur ayant acquis les logements dans les conditions fixées par l'article LP. 921-6 du code des impôts, est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques le 31 janvier de la cinquième année puis le 31 janvier de la dixième année suivant celle de l'attribution des logements, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 921-4 du code des impôts.

Art. 44. — Pour l'application de l'article LP. 921-5 du code des impôts, l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou l'organisme gestionnaire des logements ou encore l'investisseur ayant acquis les logements dans les conditions fixées par l'article LP. 921-6 du code des impôts informe sans délai la direction des impôts et des contributions publiques de tout manquement par les bénéficiaires des logements aux conditions de revenu et d'affectation desdits logements.

Art. 45.— Les services administratifs ayant connaissance du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'organisme gestionnaire des logements ou encore l'investisseur ayant acquis les logements dans les conditions fixées par l'article LP. 921-6 du code des impôts, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer, en informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai.

CHAPITRE II - SECTEUR DU TOURISME

Section I - Hôtellerie

Paragraphe I - Dispositions communes

Art. 46.— Les programmes d'investissement présentés au titre de l'hôtellerie en application des articles LP. 922-1, LP. 922-11 et LP. 922-21 du code des impôts sont agréés en considération des critères tenant, d'une part, à leur intégration dans l'environnement et, d'autre part, à leur classement, au sens de la délibération n° 2000-140 APF du 30 novembre 2000 modifiée définissant les catégories d'établissements d'hébergement de tourisme classés en Polynésie française.

Art. 47.— Les programmes d'investissement présentés à l'agrément doivent prévoir un plan de gestion de la ressource en eau comprenant :

- des dispositifs de récupération de l'eau de pluie ou de recyclage des eaux usées ou de dessalement de l'eau de mer pour l'arrosage des espaces verts, le nettoyage des parties communes et le remplissage des piscines ;
- des dispositifs d'économie par contrôle du débit pour les chasses d'eau, la robinetterie sanitaire des chambres et les sanitaires publics notamment ;
- des dispositifs de suivi des consommations impliquant un entretien régulier et un contrôle des fuites d'eau avec, dans la mesure du possible, l'installation d'un dispositif de détection des fuites ;
- un état des consommations d'eau estimées sur une année d'exploitation normale.

Art. 48.— La recevabilité des demandes d'agrément est subordonnée au classement provisoire ou définitif des programmes d'investissement concernés par le service du tourisme, selon la nature des programmes.

Art. 49.— Sans préjudice de l'article LP. 914-4 du code des impôts, sont exclus de la base d'investissement éligible :

- le coût des matériels de loisir tels que transats, parasols et équipements de salles de fitness ;
- le coût des matériels de transport terrestre entrant dans le champ de la concurrence ;
- le coût des immobilisations corporelles neuves importées directement lorsqu'il n'est pas justifié de l'impossibilité de les faire fabriquer par des entreprises établies en Polynésie française ou de les acquérir auprès de ces dernières ;
- le coût du mobilier lorsqu'il n'est pas fabriqué par des entreprises établies en Polynésie française alors qu'il pourrait l'être à partir des mêmes matériaux ;
- le coût des investissements qui n'ont pas vocation à être exploités directement par l'établissement hôtelier ou qui n'ont pas de lien direct avec l'exploitation, tels que boutiques, locations de véhicules ou centres de loisirs ;

- le coût des bâtiments dédiés au logement du personnel, sauf lorsqu'il est justifié de l'isolement géographique de l'établissement hôtelier.

Art. 50.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès de la direction des impôts et des contributions publiques qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective de l'hôtel ou de la résidence de tourisme international.

Elle doit présenter à la direction des impôts et des contributions publiques le classement définitif de l'hôtel ou de la résidence de tourisme international dans les six mois suivant l'obtention de l'autorisation de l'ouverture au public.

Art. 51.— Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective de l'hôtel ou de la résidence de tourisme international adressent à la direction des impôts et des contributions publiques copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 922-32 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 52.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 922-32 dudit code.

Paragraphe II - Création d'hôtel ou de résidence de tourisme international

Art. 53.— Les programmes de création d'hôtel ou de résidence de tourisme international doivent prévoir des ensembles homogènes d'équipements collectifs et d'unités d'hébergement meublées, disposées en structures collectives ou pavillonnaires, offertes en location à une clientèle touristique qui y effectue un séjour caractérisé par une location à la journée, à la semaine ou au mois et qui n'y élit pas domicile.

Paragraphe III - Agrandissement d'hôtel ou de résidence de tourisme international

Art. 54.— Les programmes d'agrandissement d'hôtel ou de résidence de tourisme international doivent prévoir à titre prépondérant, pour au moins 50 % du montant total du programme d'investissement, la construction d'unités supplémentaires dédiées à l'hébergement.

En sus des unités d'hébergement, ces programmes peuvent prévoir la construction ou la reconstruction d'immeubles dédiés aux services généraux de l'établissement prévus à l'article 15 de la délibération n° 2000-140 APF du 30 novembre 2000 modifiée.

Les dépenses d'agrandissement doivent entraîner une augmentation de la valeur pour laquelle l'hôtel ou la résidence de tourisme international figure au bilan de l'entreprise et avoir pour effet de prolonger de manière notable la durée probable d'exploitation de l'établissement.

Paragraphe IV - Rénovation d'hôtel ou de résidence de tourisme international

Art. 55.— Les programmes de rénovation d'hôtel ou de résidence de tourisme international doivent prévoir à titre prépondérant soit la réfection extérieure et intérieure des immeubles existants, soit la mise aux normes de l'établissement en matière de sécurité, soit encore de nouveaux agencements et réorganisations de l'établissement de manière à lui conférer des étoiles supplémentaires ou de lui permettre de conserver ses étoiles dans le classement prévu par la délibération n° 2000-140 APF du 30 novembre 2000 modifiée.

Les dépenses de rénovation doivent entraîner une augmentation de la valeur pour laquelle l'hôtel ou la résidence de tourisme international figure au bilan de l'entreprise et avoir pour effet de prolonger de manière notable la durée probable d'exploitation de l'établissement.

Ne sont pas exclues de la base d'investissement éligible, les dépenses des travaux de rénovation à réaliser sans qu'une autorisation administrative ne soit nécessaire, dès lors qu'ils répondent aux critères définis aux alinéas précédents.

Section II - Golf international adossé à un projet de création d'hôtels ou de résidences de tourisme internationaux

Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 56.— Les programmes de réalisation de golfs internationaux adossés à un projet de création d'hôtels ou de résidences de tourisme internationaux présentés en application de l'article LP. 922-41 du code des impôts, sont agréés en considération de critères tenant notamment au respect des normes suivantes :

- nombre de trous : 18 ;
- superficie minimale du parcours : 40 hectares ;
- longueur minimale du parcours :
 - départs hommes arrières : 6 200 mètres ;
 - départs femmes arrières : 4 700 mètres ;
- 4 départs par trou au minimum ;
- surface minimale d'un green : 500 mètres carrés ;
- practice et putting green attenants ;
- installation d'arrosage intégrée ;
- réalisation par un architecte agréé par des instances internationales du golf.

Seront considérés comme adossés à un projet de création d'hôtels ou de résidences de tourisme internationaux les programmes de réalisation de golfs internationaux présentés conjointement à un projet de création d'hôtel ou de résidence de tourisme international, destiné en priorité aux golfeurs, et avoisinant le golf international.

Les programmes doivent prévoir un plan de gestion de la ressource en eau incluant des mesures de protection des sols et des nappes et lentilles d'eau douce présentes sous l'implantation des parcours (mesures d'utilisation raisonnée de pesticides et engrais ou absence d'utilisation, choix de la

variété du gazon, contrôle régulier de la pollution des sols, de la qualité des eaux de surface ou souterraines...permettant de respecter les prescriptions sanitaires de l'OMS en la matière). Ce plan de gestion est établi sur la base des éléments suivants qui doivent figurer dans la description du programme et dont la réalisation doit être justifiée par tout moyen auprès des services du ministère en charge de l'environnement :

- des dispositifs de récupération de l'eau de pluie, de recyclage des eaux usées ou de dessalement de l'eau de mer pour l'arrosage des espaces verts ;
- des dispositifs d'économie par contrôle du débit : arrosages programmés aux heures les moins chaudes, dispositif d'arrêt automatique, dispositif d'arrosage à débit modéré... ;
- des dispositifs de suivi des consommations (compteurs), un entretien régulier et un contrôle des fuites d'eau avec dans la mesure du possible l'installation d'un dispositif de détection de fuites ;
- un état des consommations estimées sur une année d'exploitation normale.

Paragraphe II - Base d'investissement éligible

Art. 57.— L'assise foncière est prise en compte dans la base d'investissement éligible pour une valeur au plus égale à l'évaluation du directeur des affaires foncières et à proportion d'une surface comprenant les dépendances indispensables et immédiates du parcours, le parcours lui-même, les aménagements sportifs annexes, ainsi que les immeubles, parkings et autres aménagements de nature immobilière directement nécessaire à l'exploitation du golf.

Toutefois, sont exclus de la base d'investissement éligible :

- les coûts liés à l'aménagement des routes d'accès au golf ;
- les coûts des investissements qui n'ont pas vocation à être exploités directement par l'exploitant du golf.

Paragraphe III - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme

Art. 58.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès de la direction des impôts et des contributions publiques qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective du golf et notamment celle prévue par la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ou par tout texte venant la compléter ou s'y substituer.

Art. 59.— Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective du golf adressent à la direction des impôts et des contributions publiques copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 922-43 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 60.— Les enseignants doivent être titulaires des diplômes prévus en matière de golf par l'arrêté n° 295 CM du 16 février 2004 modifié fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'enseignement, l'encadrement et l'animation contre rémunération des activités physiques et sportives.

Art. 61.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire :

- à la direction des impôts et des contributions publiques, au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 922-43 dudit code ;
- auprès des services du ministère en charge de l'environnement, au plus tard le 31 janvier de chaque année jusqu'à la dixième année inclusivement, un rapport d'analyses récentes du taux de pesticides et engrais dans les sols ; les résultats sont évalués par référence aux normes sanitaires locales en vigueur sur l'usage des pesticides et sur la qualité des eaux de surface ou souterraines, ou à défaut aux normes sanitaires de l'organisation mondiale de la santé.

Section III - Croisière

Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 62.— Les programmes d'investissement présentés au titre de la croisière en application de l'article LP. 922-51 du code des impôts, doivent porter sur l'acquisition de navires neufs offrant aux passagers un nombre total de cabines compris entre 12 et 50 et destinés à effectuer exclusivement du transport de personnes dans le cadre de croisières touristiques interinsulaires en Polynésie française, selon un ou plusieurs itinéraires agréés et une fréquence régulière.

Paragraphe II - Base d'investissement éligible

Art. 63.— La base d'investissement éligible comprend les frais de convoyage. Sont exclus de la base d'investissement éligible :

- le coût des matériels de loisir tels que transats, parasols et équipements de salles de fitness ;
- le coût des matériels de transport entrant dans le champ de la concurrence.

Paragraphe III - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme

Art. 64.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès de la direction des impôts et des contributions publiques qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective du navire.

Art. 65.— Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective du navire de croisière adressent à la direction des impôts et des contributions publiques copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 922-53 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 66.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 922-53 dudit code.

Section IV - Charter nautique

Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 67.— Les programmes d'investissement présentés au titre du charter nautique en application de l'article LP. 922-61 du code des impôts, doivent porter sur l'acquisition de navires neufs destinés exclusivement à être loués à la demande à une ou plusieurs personnes, éventuellement avec les services d'un équipage employé à son armement, pour une durée déterminée et sur des itinéraires pouvant varier.

Art. 68.— Chaque navire compris dans le programme d'investissement doit présenter les caractéristiques suivantes :

- minimum de 3 cabines proposées à la location ;
- prix de revient hors taxe au moins égal à 20 000 000 de F CFP.

Paragraphe II - Base d'investissement éligible

Art. 69.— La base d'investissement éligible comprend, le cas échéant, les frais de convoyage.

Sont exclus de la base d'investissement éligible les matériels et équipements destinés à des activités de loisirs annexes et de manière générale tous les matériels et équipements qui ne forment pas corps avec le navire, à l'exception des matériels de sécurité.

Paragraphe III - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme

Art. 70.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit produire à la direction des impôts et des contributions publiques, dans le délai de six mois de l'achèvement du programme d'investissement, copie de la licence de navigation charter, du rapport de mise en service et du permis de navigation délivrés par les services compétents des affaires maritimes.

Art. 71.— Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des navires de charter nautique adressent à la direction des impôts et des contributions publiques copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 922-64 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 72.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques au plus tard le 31 janvier de la cinquième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 922-64 dudit code.

Section V - Dispositions communes au secteur du tourisme

Art. 73.— Les coûts des engins de loisirs motorisés, générateurs de nuisances sonores, tels que notamment les quads et les jet-skis, sont exclus de la base d'investissement éligible.

Art. 74.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit accompagner sa demande d'agrément d'une étude d'impact sur les prix qui seront proposés à la clientèle, de telle manière que cette étude fasse ressortir l'incidence de l'aide fiscale issue des régimes des investissements directs et indirects et, éventuellement, des dispositifs d'aide fiscale à l'investissement métropolitains sur la détermination des prix des services.

CHAPITRE III - SECTEUR PRIMAIRE

Section I - Pêche professionnelle hauturière

Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 75.— Les programmes d'investissement présentés au titre de la pêche professionnelle hauturière consistent en l'acquisition de navires neufs de pêche professionnelle en haute mer de treize mètres et plus, spécialement conçus pour la pêche hauturière, basés en Polynésie française et battant pavillon français.

Ces programmes peuvent comprendre l'acquisition de matériels et équipements ou installations à terre nécessaires au stockage ou au conditionnement en vue de la vente des produits de la pêche de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou de l'entreprise exploitante ainsi que les immeubles et entrepôts nécessaires à ces opérations.

Art. 76.— Lorsque le programme d'investissement porte sur l'acquisition de navires d'une longueur hors tout inférieure à trente mètres, ces derniers doivent être construits dans un chantier naval polynésien.

Paragraphe II - Base d'investissement éligible

Art. 77.— Sous réserve qu'ils constituent le premier équipement des navires, sont compris dans la base d'investissement éligible les coûts des équipements et matériels amortissables prévus en annexe à la délibération n° 90-92 AT du 30 août 1990 instituant un régime fiscal d'exonération des droits applicables aux matériels et équipements de certains navires de pêche hauturière ou par tous textes venant compléter ou se substituer à cette délibération.

La base d'investissement éligible inclut, le cas échéant, les coûts des expertises techniques du suivi de la construction et des assurances couvrant la période de la construction ainsi que les frais de convoyage.

Paragraphe III - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme

Art. 78.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès de la direction des impôts et des contributions publiques qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective du navire et notamment celle relative au permis de navigation.

Art. 79.— Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective du navire de pêche professionnelle hauturière adressent à la direction des impôts et des contributions publiques copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 923-4 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect des engagements prévu par l'article LP. 923-4 dudit code.

Art. 80.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou l'entreprise exploitante doit justifier d'une licence de pêche professionnelle hauturière délivrée conformément à la délibération modifiée n° 97-32 APF du 20 février 1997 et à l'arrêté modifié n° 557 CM du 6 juin 1997 ou à tous textes venant les compléter ou s'y substituer.

Section II - Agriculture et élevage

Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 81.— Les programmes d'investissement présentés au titre de l'agriculture et/ou de l'élevage concernent l'acquisition de matériels et équipements spécifiquement dédiés aux activités de production agricole et/ou d'élevage d'animaux et aux activités de stockage et conditionnement qui constituent le prolongement de ces activités agricoles.

Ces programmes peuvent également comprendre la construction d'immeubles ou entrepôts nécessaires à l'exploitation de ces matériels et équipements et/ou au conditionnement et au stockage des produits réalisés à partir de ces matériels et équipements.

Art. 82.— Les programmes d'investissement doivent respecter la réglementation relative à l'interdiction de tout rejet polluant en milieu aquatique (lagon, mer territoriale, cours d'eau douce).

Paragraphe II - Base d'investissement éligible

Art. 83.— Sont exclus de la base d'investissement éligible :

- les coûts d'acquisition et de mise en valeur des terres agricoles ; la base d'investissement éligible peut néanmoins inclure la valeur du terrain formant l'assise foncière immédiate et indispensable aux investissements immobiliers définis à l'article 81, dans la limite définie au 6^e alinéa de l'article LP. 914-4 du code des impôts ;
- le coût des véhicules et engins, quelle que soit leur nature, conçus pour transporter des personnes ou à usage mixte.

Paragraphe III - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme

Art. 84.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès de la direction des impôts et des contributions publiques qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective de l'exploitation agricole et notamment celle relevant du code de l'environnement.

Art. 85.— Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective du programme d'investissement adressent à la direction des impôts et des contributions publiques copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 923-14 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 86.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 923-14 dudit code.

Section III - Aquaculture et pisciculture

Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 87.— Les programmes d'investissement présentés au titre de l'aquaculture et de la pisciculture concernent l'acquisition de matériels et équipements spécifiquement dédiés à ces activités.

Ils peuvent également comprendre la construction de bâtiments ou installations techniques nécessaires à l'exploitation de la ferme.

Les programmes d'investissement qui portent sur l'élevage à des fins exclusives d'exploitation touristique ou sur l'élevage basé sur des captures d'animaux sub-adultes ou adultes ne sont pas éligibles.

Art. 88.— Les programmes d'investissement éligibles doivent justifier du respect de l'environnement à l'égard de la gestion des bassins et des communications avec le lagon (gestion des pollutions,...) et, le cas échéant, d'une autorisation d'occupation du domaine public maritime ou fluvial. Plus généralement, ils ne doivent pas porter préjudice aux écosystèmes.

Paragraphe II - Base d'investissement éligible

Art. 89.— La base d'investissement éligible comprend les coûts nécessaires à la construction des bassins d'élevage, éclosiers, nurseries incluant tous les réseaux d'adduction et d'évacuation. Elle comprend également les coûts des équipements liés à la qualité des productions et à la réduction des impacts environnementaux, des installations de stockage et distribution d'aliments, des structures de cages flottantes et des centres de grossissement des poissons et bénitiers.

Paragraphe III - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme

Art. 90.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès de la direction des impôts et des contributions publiques qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective de la ferme.

Art. 91.— Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective du programme d'investissement adressent à la direction des impôts et des contributions publiques copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 923-23 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 92.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 923-23 dudit code.

Art. 93.— Les entreprises qui réalisent des programmes d'investissement au titre de l'aquaculture de bénitiers doivent justifier d'une carte de collecteur et/ou éleveur de bénitiers conformément à la délibération n° 2007-98 APF du 3 décembre 2007 ou à tous textes venant la compléter ou s'y substituer.

CHAPITRE IV - SECTEUR DES TRANSPORTS

Section I - Transport maritime lagunaire et/ou interinsulaire et cargos mixtes

Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 94.— Les programmes d'investissement relevant du transport maritime lagunaire et/ou interinsulaire et du cargo

mixte consistent en l'acquisition de navires neufs ou d'occasion remis à neuf, destinés au transport de personnes et/ou de marchandises en Polynésie française.

Art. 95.— Les programmes d'investissement portant sur l'acquisition de navires d'occasion remis à neuf, s'entendent des navires dont l'ancienneté n'excède pas cent vingt mois à compter de leur première mise en exploitation. La remise à neuf du navire doit porter sur ses éléments de structure, de sécurité et/ou motorisation. Pour être recevable, les travaux de remise à neuf du navire doivent avoir été réalisés au plus tard, un an avant la date de dépôt de la demande d'agrément.

Art. 96.— Un rapport d'expertise d'une société de classification reconnue et/ou le premier procès-verbal d'examen du navire par la commission centrale de sécurité devront être transmis pour justifier des travaux de remise à neuf et de leur pertinence quant au niveau de sécurité, de fiabilité et/ou de prolongement de la durée de vie du navire.

Paragraphe II - Base d'investissement éligible

Art. 97.— La base d'investissement éligible comprend les coûts de la coque nue, de la motorisation et des équipements de sécurité. En sont exclus les frais de convoyage du navire.

Paragraphe III - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme

Art. 98.— Lorsque le programme d'investissement porte sur l'acquisition de navires à construire, l'entreprise qui réalise ce programme doit, dans le cadre de la procédure d'agrément, justifier avoir effectué une déclaration préalable de mise en construction auprès des services compétents.

Art. 99.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit produire à la direction des impôts et des contributions publiques, dans le délai de six mois de l'achèvement du programme d'investissement, copie de la licence d'armateur, du rapport de mise en service et du permis de navigation en cours de validité délivrés par l'autorité compétente.

Art. 100.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques au plus tard le 31 janvier de chaque année suivant celle de l'obtention de l'agrément, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 924-13 du code des impôts.

Section II - Transport aérien interinsulaire ou international

Paragraphe I - Base d'investissement éligible

Art. 101.— Sont exclus de la base d'investissement éligible les matériels et équipements qui n'ont pas vocation à être incorporés aux aéronefs ou à y être embarqués.

Paragraphe II - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme

Art. 102.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques, dans le délai de six mois de l'achèvement du programme d'investissement, copie de la licence de transporteur aérien, du certificat de navigabilité et de l'agrément de transport aérien public.

Art. 103.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 924-23 dudit code.

Paragraphe III - Dispositions communes au secteur des transports

Art. 104.— Dans le cadre de la procédure d'agrément, l'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier que les investissements aidés s'intégreront dans les plans généraux de transport public ou à défaut feront l'objet d'une autorisation d'exploitation délivrée par le conseil des ministres.

Art. 105.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès de la direction des impôts et des contributions publiques qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés.

Art. 106.— Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés adressent à la direction des impôts et des contributions publiques copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée aux articles LP. 924-13 et LP. 924-23 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

CHAPITRE V - SECTEUR DES SERVICES

Section I - Maintenance des investissements bénéficiant du présent dispositif

Art. 107.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès de la direction des impôts et des contributions publiques qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés.

Art. 108.— Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés adressent à la direction des impôts et des contributions publiques copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 925-4 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 109.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques au plus tard le 31 janvier de la cinquième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 925-4 dudit code.

CHAPITRE VI - SECTEUR DE L'ENVIRONNEMENT

Section I - Energies renouvelables

Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 110.— Les programmes d'investissement présentés en matière d'énergies renouvelables, susceptibles d'être agréés aux régimes des investissements directs et indirects faisant l'objet des titres 1er et II de la troisième partie du code des impôts, consistent en l'acquisition de matériels et équipements destinés à produire des énergies renouvelables à partir des énergies solaire, éolienne, hydraulique et géothermique ou des énergies tirées de la mer, de la biomasse et des déchets.

Ces programmes peuvent également consister en la fabrication ou en la construction en Polynésie française d'appareils faisant appel aux énergies renouvelables ou permettant des économies d'énergies fossiles, ainsi que d'immeubles et entrepôts dédiés aux activités prévues au présent article.

Art. 111.— Pour les programmes d'investissement consistant spécifiquement en la production d'énergie hydroélectrique dans les vallées, l'agrément est subordonné à ce que les investissements ne portent pas une atteinte irréversible à la faune, à la flore, et au biotope et que le programme prévoit un plan de sauvegarde des vallées concernées.

Art. 112.— Lorsque le programme d'investissement est présenté en plusieurs tranches de réalisation, chaque tranche doit être réalisée dans un délai n'excédant pas une année. L'ensemble des tranches composant le programme doit en tout état de cause être réalisé dans le délai maximum prévu à l'article LP. 915-3 du code des impôts.

En outre, chaque tranche doit répondre isolément à la condition de seuil fixé à l'article LP. 926-2 du code des impôts. En cas de seuils différenciés tenant à une pluralité de lieux de réalisation du programme d'investissement, le montant de chaque tranche doit être au moins égal à 15 000 000 F CFP.

Art. 113.— Les utilisateurs ou bénéficiaires des matériels ou équipements visés à l'article 110 ci-dessus peuvent être des particuliers ou des entreprises.

Paragraphe II - Base d'investissement éligible

Art. 114.— La base d'investissement éligible comprend les coûts d'installation et de montage des investissements aidés.

Paragraphe III - Obligations spécifiques liées à l'agrément, à l'achèvement et à l'exploitation du programme

Art. 115.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit accompagner sa demande d'agrément d'une note d'impact sur les prix qui seront proposés à la

clientèle, de telle manière que cette étude fasse ressortir l'incidence de l'aide fiscale issue des régimes des investissements directs et indirects et, éventuellement, des dispositifs d'aide fiscale à l'investissement métropolitains sur la détermination des prix.

Art. 116.— L'attestation d'achèvement du programme d'investissement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts doit être certifiée par le service des énergies préalablement à sa transmission à la direction des impôts et des contributions publiques.

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès de la direction des impôts et des contributions publiques qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 précité, elle a déposé ou obtenu toute les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés.

Art. 117.— Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés adressent à la direction des impôts et des contributions publiques copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 926-3 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 118.— Lorsque le programme d'investissement prévoit la construction d'immeubles et entrepôts dédiés aux activités visées à l'article 110 ci-dessus, le délai d'exploitation prévu à l'article LP. 926-3 du code des impôts est porté à dix années.

Art. 119.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire :

- à la direction des impôts et des contributions publiques au plus tard le 31 janvier de la cinquième année et, le cas échéant, au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 926-3 dudit code ;
- au service des énergies, au plus tard le 31 janvier des quatre années ou, le cas échéant, entre au plus tard le 31 janvier des neuf années suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement précitée, un compte rendu annuel d'activité.

Section II - Traitement et valorisation des déchets

Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 120.— Les programmes d'investissement présentés en matière de traitement et de valorisation des déchets, susceptibles d'être agréés aux régimes des investissements directs et indirects faisant l'objet des titres 1er et II de la troisième partie du code des impôts doivent consister en l'acquisition de matériels et équipements dédiés à la fois au ramassage, au tri, au recyclage et/ou à la valorisation des déchets ménagers et/ou industriels.

Les programmes peuvent comprendre également la construction d'immeubles ou entrepôts nécessaires à la réalisation des activités précitées.

Paragraphe II - Base d'investissement éligible

Art. 121.— Est exclu de la base d'investissement éligible le coût des véhicules et engins, quelle que soit leur nature, conçus pour transporter des personnes ou à usage mixte.

Paragraphe III - Obligations spécifiques liées à l'agrément, à l'achèvement et à l'exploitation du programme

Art. 122.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès de la direction des impôts et des contributions publiques qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés.

Art. 123.— Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés adressent à la direction des impôts et des contributions publiques copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 926-13 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 124.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et contributions publiques au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 926-13 dudit code.

CHAPITRE VII - SECTEUR DE L'INDUSTRIE

Section I - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 125.— Les programmes d'investissement présentés dans le secteur de l'industrie, susceptibles d'être agréés aux régimes des investissements directs et indirects faisant l'objet des titres Ier et II de la troisième partie du code des impôts, consistent en l'acquisition de matériels et équipements spécifiquement dédiés à l'exercice des activités référencées à l'article 126 ci-dessous.

Ces programmes peuvent comprendre également la construction d'immeubles ou d'entrepôts nécessaires à l'exploitation de ces matériels et équipements et/ou au conditionnement, à l'assemblage ou au stockage des produits fabriqués à partir de ces matériels et équipements.

Art. 126.— Pour l'application de l'article LP. 927-1 du code des impôts, le secteur de l'industrie comprend exclusivement les activités répertoriées dans la nomenclature d'activités française sous les codes de 1011Z à 3600Z.

Toutefois, ne sont pas éligibles les activités de production, de transport ou de distribution d'électricité à base d'énergies fossiles, de fabrication de produits explosifs, de sidérurgie, d'édition ou d'impression de journaux dont la parution est quotidienne, d'élaboration et de transformation de matières nucléaires, de fabrication ou de transformation du tabac et de transformation ou d'embouteillage de boissons alcooliques ou sucrées, à l'exception de la fabrication de jus de fruit d'une valeur "brix" n'excédant pas 20.

Section II - Base d'investissement éligible

Art. 127.— Sont exclus de la base d'investissement éligible les coûts des véhicules de tout type pour lesquels une immatriculation est obligatoire.

Section III - Obligations spécifiques liées à l'agrément, à l'achèvement et à l'exploitation du programme

Art. 128.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit accompagner sa demande d'agrément d'une note d'impact sur les prix à la production. Cette note fait ressortir le coût moyen des intrants et des consommations intermédiaires, l'incidence des avantages fiscaux sollicités sur le prix sortie usine, l'existence de prohibitions d'importation ou de taxes de développement local, les éléments de comparaison avec les prix des produits manufacturés importés similaires (notamment en terme de qualité). Cette note d'impact sur les prix doit être visée par un commissaire aux comptes.

Art. 129.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès de la direction des impôts et des contributions publiques qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés.

Art. 130.— Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés adressent à la direction des impôts et des contributions publiques copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 927-3 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 131.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 927-3 dudit code.

CHAPITRE VIII - AUTRES SECTEURS D'ACTIVITES ELIGIBLES

Section I - Autres constructions immobilières

Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 132.— Les programmes d'investissement présentés dans le domaine des autres constructions immobilières aux

fins de leur agrément au régime des investissements indirects faisant l'objet du titre 1er de la troisième partie du code des impôts, ne sont pas éligibles audit régime lorsqu'ils consistent en des investissements destinés à l'exercice des activités de conseil ou d'expertise (juridique et comptable, d'ingénierie, publicité), de banque, de finance et d'assurance.

Paragraphe II - Base d'investissement éligible

Art. 133. — La base d'investissement éligible comprend les coûts de la construction à l'exclusion de tout équipement ou agencement mobilier.

Paragraphe III - Obligations spécifiques liées à l'agrément, à l'achèvement et à l'exploitation du programme

Art. 134. — L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit accompagner sa demande d'agrément d'une note d'impact sur les prix de vente ou de location qui seront proposés à la clientèle, de telle manière que cette étude fasse ressortir l'incidence de l'aide fiscale issue du régime des investissements indirects et, éventuellement, des dispositifs d'aide fiscale à l'investissement métropolitains sur la détermination des prix des produits issus des investissements aidés.

Art. 135. — L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès de la direction des impôts et des contributions publiques qu'à la date d'achèvement de ce programme telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective du programme d'investissement conformément à la nature d'activité dont ce programme relève.

Art. 136. — Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés adressent à la direction des impôts et des contributions publiques copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 928-3 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 137. — L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 928-3 dudit code.

Section II - ETABLISSEMENTS DE SANTE PRIVE

Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 138. — Les programmes d'investissement présentés au titre des établissements de santé privé aux fins de leur agrément au régime des investissements indirects faisant l'objet du titre 1er de la troisième partie du code des impôts, doivent répondre aux conditions de l'organisation et des

autorisations sanitaires définies par la délibération n° 2002-169 APF du 12 décembre 2002 et ses arrêtés d'application ou à tous textes venant les compléter ou s'y substituer.

Paragraphe II - Base d'investissement éligible

Art. 139. — La base d'investissement éligible comprend les coûts nécessaires à la construction et à l'acquisition et l'installation des équipements médico-techniques décrits dans l'autorisation sanitaire délivrée à l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou à l'entreprise exploitante.

Paragraphe III - Obligations spécifiques liées à l'agrément, à l'achèvement et à l'exploitation du programme

Art. 140. — L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès de la direction des impôts et des contributions publiques qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective de l'établissement de santé privé et notamment celles relevant de la délibération n° 2002-169 APF du 12 décembre 2002 et ses arrêtés d'application ou à tous textes venant les compléter ou s'y substituer.

Art. 141. — Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective de l'établissement de santé privé adressent à la direction des impôts et des contributions publiques copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 928-23 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 142. — L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 928-23 dudit code.

TITRE III - MESURES D'APPLICATION DU REGIME DES INVESTISSEMENTS DANS LES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT A RISQUES FAISANT L'OBJET DU TITRE III DE LA TROISIEME PARTIE DU CODE DES IMPOTS

Art. 143. — En application de l'article LP. 951-5 du code des impôts, le bénéfice du crédit d'impôt auquel ouvre droit la souscription à un fonds de placement à risques agréé en Polynésie française, est subordonné :

- à la limitation du montant cumulé des droits d'entrée et de sortie du fonds à une somme au plus égale à 5 % du montant de la souscription ;
- à la limitation du montant des frais de gestion du fonds à une somme au plus égale à 4 % du montant de la souscription.

TITRE IV - DISPOSITIONS FINALES

Art. 144. — Sont abrogés :

- l'arrêté n° 606 CM du 13 mai 2009 modifié fixant les modalités de fonctionnement de la commission consultative des agréments fiscaux en application des articles LP. 913-1 à LP. 913-4 du code des impôts ;
- l'arrêté n° 608 CM du 13 mai 2009 portant application de la procédure d'agrément simplifiée prévue aux articles LP. 913-3 et LP. 913-7 du code des impôts ;
- l'arrêté n° 609 CM du 13 mai 2009 modifié portant approbation des formulaires types à souscrire dans le cadre des dispositifs d'incitation fiscale à l'investissement faisant l'objet des titres 1er, II et III de la troisième partie du code des impôts ;
- l'arrêté n° 610 CM du 13 mai 2009 modifié portant mesures d'application du régime des investissements indirects faisant l'objet du titre 1er de la troisième partie du code des impôts dans le secteur du logement ;
- l'arrêté n° 696 CM du 22 mai 2009 modifié portant mesures d'application des régimes des investissements directs et indirects faisant l'objet des titres 1er et II de la troisième partie du code des impôts dans le secteur du tourisme ;
- l'arrêté n° 757 CM du 29 mai 2009 modifié portant mesures d'application des régimes d'investissements directs et indirects faisant l'objet des titres 1er et II de la troisième partie du code des impôts dans le secteur des transports ;
- l'arrêté n° 758 CM du 29 mai 2009 portant mesures d'application des régimes des investissements directs et indirects faisant l'objet des titres 1er et II de la troisième partie du code des impôts dans le secteur des services ;
- l'arrêté n° 759 CM du 29 mai 2009 portant mesures d'application des investissements directs et indirects faisant l'objet des titres 1er et II de la troisième partie du code des impôts dans les autres secteurs éligibles ;
- l'arrêté n° 760 CM du 29 mai 2009 portant mesures d'application des régimes des investissements directs et indirects faisant l'objet des titres 1er et II de la troisième partie du code des impôts dans le secteur de l'environnement ;

- l'arrêté n° 761 CM du 29 mai 2009 portant mesures d'application des régimes d'investissements directs et indirects faisant l'objet des titres 1er et II de la troisième partie du code des impôts dans le secteur de l'industrie ;
- l'arrêté n° 762 CM du 29 mai 2009 portant mesures d'application des régimes des investissements directs et indirects faisant l'objet des titres 1er et II de la troisième partie du code des impôts en ce qui concerne le recours aux énergies renouvelables dans le secteur du logement ;
- l'arrêté n° 763 CM du 29 mai 2009 portant mesures d'application du régime des investissements dans les fonds communs de placement à risques faisant l'objet du titre III de la troisième partie du code des impôts ;
- l'arrêté n° 886 CM du 22 juin 2009 modifié portant mesures d'application des régimes d'investissements directs et indirects faisant l'objet des titres I et II de la troisième partie du code des impôts dans le secteur primaire ;
- l'arrêté n° 631 CM du 13 mai 2011 modifié portant nomination des membres de la commission consultative des agréments fiscaux en application des articles LP. 913-1 et LP. 913-2 du code des impôts ;
- l'arrêté n° 654 CM du 6 mai 2013 portant mesures d'application des dispositions d'incitations fiscales prévues dans la troisième partie du code des impôts "Incitations fiscales".

Art. 145. — Le vice-président ministre de l'économie, des finances et du budget, de la fonction publique, chargé des entreprises et de l'industrie, de la promotion des exportations et de la lutte contre la vie chère est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 octobre 2013.

Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,

Nuihau LAUREY.



Secrétariat de la commission consultative
des agréments fiscaux
Direction générale des affaires économiques
B.P 82 PAPEETE – TAHITI
Tél. : 50 97 97 – Fax. : 43 44 77

ANNEXE 1

Cachet d'arrivée

DEMANDE D'AGREMENT **AU REGIME DES INCITATIONS FISCALES A L'INVESTISSEMENT**

- ☐ EN PROCEDURE DE **DROIT COMMUN** (1) (à déposer en 8 exemplaires)
- ☐ EN PROCEDURE **SIMPLIFIEE** POUR LES PROGRAMMES DONT LE COUT TOTAL EST INFERIEUR A 100.000.000 F CFP TTC (1) (à déposer en 5 exemplaires)

SOMMAIRE DE LA DEMANDE D'AGREMENT (2)

A. INFORMATIONS GENERALES	2
I. REGIME SOLLICITE ET NATURE DE LA DEMANDE D'AGREMENT	2
II. ENTREPRISE REALISANT LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT	2
III. DESCRIPTION DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT	3
IV. DESCRIPTION DU MONTAGE JURIDIQUE ET FINANCIER DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT	4
V. PLAN DE FINANCEMENT DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT	4
VI. INTERETS DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT	5
VII. RECOURS PRIORITAIRE AU REGIME DES INVESTISSEMENTS DIRECTS	6
B. SECTEURS ET BASES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES, CREDIT D'IMPOT SOLLICITE	7
I – SECTEUR ELIGIBLE SOLLICITE	9
II – BASE D'INVESTISSEMENT ELIGIBLE SOLLICITEE AU TITRE EXCLUSIF DU REGIME DES INVESTISSEMENTS INDIRECTS (RII)	9
III – BASE D'INVESTISSEMENT ELIGIBLE SOLLICITEE AU TITRE EXCLUSIF DU REGIME DES INVESTISSEMENTS DIRECTS (RID)	10
IV – BASE D'INVESTISSEMENT ELIGIBLE SOLLICITEE EN CAS DE CUMUL DES REGIMES DES INVESTISSEMENTS INDIRECTS (RII) ET DIRECTS (RID)	11
C. DOCUMENTS A ANNEXER A LA DEMANDE D'AGREMENT	12
D. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE NON RESPECT DU CODE DES IMPOTS	15

(1) Cocher la case correspondante

(2) La demande d'agrément peut-être complétée sur feuillet libre si le demandeur le souhaite.

A. INFORMATIONS GENERALES

I. REGIME SOLLICITE ET NATURE DE LA DEMANDE D'AGREMENT

- ☐ Régime des investissements indirects (RII) (1)
☐ Régime des investissements directs (RID)

☐ Demande d'agrément initiale
☐ Demande d'agrément rectificative

(1) Cocher la case correspondante

II. ENTREPRISE REALISANT LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

Forme juridique et raison sociale	
Objet social	
Numéro TAHITI	
Numéro de RC	
Date de création	
Adresse du siège social	
Adresse postale	
N° de téléphone bureau / portable	
N° de fax	
Adresse email	
Capital social	
Identité et adresse du domicile ou du lieu d'établissement de tous les associés ainsi que leurs parts respectives dans le capital	
Nom – prénom et qualité du dirigeant de la société	
Nom – prénom et qualité de la personne dûment mandatée par le dirigeant pour le suivi de la demande d'agrément (mandat à joindre en annexe)	
Adresse postale	
Adresse géographique	
Adresse email	
N° de téléphone bureau / portable	
N° de fax	

III. DESCRIPTION DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

Nature du programme	
Localisation géographique du programme	
Description du programme	
Description des effectifs d'emplois actuels et à créer (à détailler dans l'engagement n°7 à remplir en annexe)	
Autorisations administratives obtenues	Référence et date d'obtention
<input type="checkbox"/> permis de construire	
<input type="checkbox"/> permis de terrassement	
<input type="checkbox"/> permis de lotir	
<input type="checkbox"/> autorisation d'occupation du domaine public	
<input type="checkbox"/> installations classées : <input type="checkbox"/> 1 ^{ère} cl. <input type="checkbox"/> 2 ^e cl.	
<input type="checkbox"/> classement hôtelier : <input type="checkbox"/> provisoire <input type="checkbox"/> définitif	
<input type="checkbox"/> permis de navigation	
<input type="checkbox"/> titre de navigation	
<input type="checkbox"/> licence de pêche professionnelle	
<input type="checkbox"/> carte professionnelle au titre du secteur	
<input type="checkbox"/> activité physique et sportive	
<input type="checkbox"/> autre(s) type(s) d'autorisation	
Date prévisionnelle de début des travaux et/ou de commande des investissements	
Date prévisionnelle de fin des travaux et/ou de réalisation des investissements	
Date prévisionnelle de mise en exploitation ou de mise en service	

IV. DESCRIPTION DU MONTAGE JURIDIQUE ET FINANCIER DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

<input type="checkbox"/>	<p>Préciser le montage juridique et financier prévu dans le cadre des dispositifs incitatifs polynésiens et/ou métropolitains</p>	
<input type="checkbox"/>	<p>Présenter un graphe du montage juridique et financier faisant apparaître les actes juridiques, les flux financiers et la séquence des opérations, fournir les projets de contrats, indiquer le montant de la base d'investissement éligible et de la rétrocession de l'avantage fiscal sollicité</p>	
<input type="checkbox"/>	<p>Présenter les avantages sollicités au titre d'autres dispositifs d'incitation fiscale (aides publiques directes ou indirectes locales ou métropolitaines dont subventions, exonérations de droits de douane, ...). A détailler dans l'engagement n°3 en annexe.</p>	

V. PLAN DE FINANCEMENT DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

	Montant	Pourcentage	Observations
Fonds propres (1)			
Emprunts bancaires (2)			
Apport net défiscalisation du Pays RII (3)			
Apport net défiscalisation du Pays RID (4)			
Apport net défiscalisation métropolitaine			
Autre aide publique (5)			
TOTAL EN F CFP TTC (6)			

(1) Justifiés par une attestation de l'établissement bancaire ou par l'expert-comptable mandaté pour le programme d'investissement.

(2) Présenter l'offre de financement visée par l'(les) établissement(s) prêteur(s) de moins de 3 mois précisant le montant, la durée, le plan d'amortissement et les garanties proposées.

(3) RII : régime des investissements indirects (à détailler pour ce qui concerne les investissements soumis aux taux de rétrocession de 60% ou de 75%).

(4) RID : régime des investissements directs.

(5) Nature et montant des aides publiques directes ou indirectes sollicitées par l'entreprise demanderesse autres que celles résultant du dispositif à l'agrément du programme d'investissement.

(6) LP 918-1 : Le montant de l'incitation fiscale polynésienne doit être inférieur ou égal à la somme des autres apports, hors défiscalisation métropolitaine. Ce montant se calcule à partir de la base éligible. Les dispositions du précédent alinéa ne sont pas opposables aux secteurs définis à la sous-section III de la section I du chapitre II du titre Ier de la 3^e partie du code des impôts.

VI. INTERETS DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

		Documents annexés
<input type="checkbox"/>	Intérêt économique pour la Polynésie française	
<input type="checkbox"/>	Création ou maintien d'emplois	
<input type="checkbox"/>	Retombées économiques, sociales et/ou fiscales pour la Polynésie française	
<input type="checkbox"/>	Recours aux énergies renouvelables et à toute mesure visant à économiser l'énergie fossile	
<input type="checkbox"/>	Protection des investisseurs et des tiers (notamment en terme de schéma de financement proposé)	
<input type="checkbox"/>	Autres	

VII. RECOURS PRIORITAIRE AU REGIME DES INVESTISSEMENTS DIRECTS

		Documents annexés
<input type="checkbox"/>	<p>Le cas échéant, recours prioritaire au « régime des investissements directs » (1) (2) faisant l'objet du titre II de la 3^è partie du code des impôts et justification apportée par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement en cas de non recours à ce régime.</p> <p>La fiche méthodologique ci-après explique le calcul de la base d'investissement minimum éligible au régime des investissements directs (RID) (3).</p> <hr/> <p>(1) L'article LP.913-4 du code des impôts rappelle en effet que « l'agrément du programme d'investissement est délivré en considération des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - .../... - recours prioritaire au régime des investissements directs faisant l'objet du titre II de la présente partie et justification apportée par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement en cas de non-recours à ce régime ; - .../... » <p>(2) A l'exception des secteurs du logement, de la santé et des autres constructions immobilières prévus à l'article LP.941-2 du code des impôts.</p> <p>(3) L'article LP.941-9 du code des impôts dispose que « l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ne peut bénéficier du cumul du régime des investissements directs, pour un même programme d'investissement, avec tout autre dispositif d'incitation fiscale à l'investissement faisant l'objet de la présente partie du présent code. Toutefois, le cumul avec le régime des investissements indirects faisant l'objet du titre I de la présente partie est autorisé dans les conditions indiquées ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présentation, au titre du cumul sollicité, d'une demande d'agrément sollicitant le bénéfice conjoint d'un premier agrément au titre du régime des investissements directs pour la partie du programme d'investissement financé directement par l'entreprise et un second agrément au titre du régime des investissements indirects pour la partie du programme d'investissement financé par des investisseurs tiers ; - le respect des conditions du présent titre ; - l'éligibilité du programme d'investissement au régime des investissements indirects en termes de seuils, tels que prévus pour chaque secteur d'activité, dans les arrêtés d'application. <p>Pour l'application du deuxième alinéa, l'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit solliciter au régime des investissements directs une part minimale de base d'investissement éligible correspondant à ses capacités prévisionnelles d'imputation maximale de l'exonération à laquelle elle peut prétendre au titre de l'exercice d'achèvement du programme d'investissement et de l'exercice suivant.</p> <p>Un arrêté d'agrément distinct est délivré au titre de chacun de ces deux régimes. Il fixe la part de base d'investissement agréée qui lui est attribuée ».</p>	

**METHODOLOGIE DE CALCUL DE LA PART MINIMUM
D'INVESTISSEMENT ELIGIBLE AU REGIME DES
« INVESTISSEMENTS DIRECTS »**

Une entreprise existante peut, grâce au dispositif des investissements directs financer un programme en bénéficiant d'exonérations d'impôts pour son propre compte (impôt sur les transactions ou impôt sur les sociétés).

Pour cela elle doit prendre à sa charge la partie équivalente à sa capacité prévisionnelle d'imputation de l'année d'achèvement du programme et de l'année suivante.

Pour calculer sa capacité à investir en bénéficiant du dispositif des investissements directs elle doit partir de sa prévision de paiement d'impôts (IT/IS) sur les deux années concernées :

Exemple :

Total impôt (IT ou IS) que l'entreprise prévoit de payer :

- l'année de l'achèvement : 10 MF
- l'année suivant l'achèvement : 15 MF

Total impôts à payer sur la période : 25 MF

Le taux d'imputation maximum de l'exonération sur l'impôt dû est de 65%. En conséquence l'entreprise ne pourra déduire sur cette période que :

$$25 \text{ MF} \times 65\% = 16,25 \text{ MF}$$

Le taux d'exonération applicable est de 70%. Si cette entreprise veut donc pouvoir bénéficier de 16,25 MF d'exonération, il faut que le crédit d'impôt global auquel elle a droit soit de :

$$16,25 / 70\% = 23,214 \text{ MF}$$

Imaginons que l'entreprise se situe dans un secteur bénéficiant de 40% de crédit d'impôt.

En conséquence, pour bénéficier d'un crédit d'impôt de 23,214 MF il faut qu'elle investisse au minimum :

$$23,214 / 40\% = 58,035 \text{ MF}$$

En conclusion, la part d'investissement minimum éligible au régime des investissements directs sera de :

- 1 – Si l'entreprise a un programme d'investissement inférieur ou égal à 58,035 MF, elle a l'obligation de le financer seule.
- 2 – Si l'entreprise a un programme d'investissement supérieur à 58,035 MF, soit 100 MF par exemple, dans ce cas elle sollicite dans sa demande d'agrément le bénéfice :
 - du régime des investissements directs pour 58,035 MF
 - du régime des investissements indirects pour 41,965 MF

B. SECTEURS ET BASES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES, CREDIT D'IMPOT SOLLICITE

(1) : Cocher les cases correspondantes

(2) : Secteur non éligible au régime des investissements directs

☐ Régime des investissements indirects (RII) (1)

☐ Régime des investissements directs (RID) (1)

I – SECTEUR ELIGIBLE SOLLICITE

1.1 Logement (2)

☐ Logement à loyer modéré

1.2 Tourisme

☐ Hôtellerie

☐ Création d'hôtel ou de résidence de tourisme international

☐ Agrandissement d'hôtel ou de résidence de tourisme international

☐ Rénovation d'hôtel ou de résidence de tourisme international

☐ Golf international adossé à un projet de création d'hôtel ou de résidence de tourisme international

☐ Navires de croisière

☐ Navires de charter nautique

1.3 Secteur primaire

☐ Pêche professionnelle hauturière

☐ Agriculture ou élevage

☐ Aquaculture, pisciculture

1.4 Transports

☐ Transport maritime lagonaire et / ou interinsulaire, cargos mixtes

☐ Transport aérien interinsulaire ou international

1.5 Services

☐ Maintenance des investissements bénéficiant du présent dispositif

1.6 Environnement

☐ Énergies renouvelables

☐ Traitement et valorisation des déchets

1.7 Industrie

☐ Secteur à préciser : _____

1.8 Autres secteurs d'activités éligibles (2)

☐ Autres constructions immobilières

☐ Etablissements de santé privés

II – BASE D'INVESTISSEMENT ELIGIBLE SOLLICITEE AU TITRE EXCLUSIF DU REGIME DES INVESTISSEMENTS INDIRECTS (RII)

- COUT TOTAL DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT : _____ F CFP TTC

- SEUIL D'INVESTISSEMENT MINIMUM PREVU PAR LA REGLEMENTATION AU TITRE DU SECTEUR : _____ F CFP TTC

BASE D'INVESTISSEMENT ELIGIBLE ET AVANTAGES SOLLICITES	HT	TVA	TTC
I. BASE D'INVESTISSEMENT ELIGIBLE (1)			
Assise foncière (2) (3)			
Immobilisations corporelles neuves amortissables (2)			
Logiciels nécessaires à l'exploitation des investissements (2)			
TOTAL I.			
II. BASE D'INVESTISSEMENT NON ELIGIBLE (1)			
Frais, taxes ou dépenses non directement rattachables aux immobilisations composant le programme d'investissement			
Frais, taxes ou dépenses non directement liés au secteur d'activité au titre duquel le programme est présenté			
Biens affectés en tout ou partie à l'usage personnel de l'exploitant (logement, voiture, etc)			
Honoraires des conseils financiers, juridiques ou fiscaux en charge du montage ou du placement de l'opération de financement du programme d'investissement			
Subventions et aides publiques à l'investissement contribuant au financement du programme d'investissement (4)			
Logiciels nécessaires à l'utilisation de biens d'occasion ou d'autres immobilisations incorporelles			
Autres dépenses non éligibles prévues par arrêté d'application			
TOTAL II.			
III. COUT TOTAL DU PROGRAMME (=I. + II.)			
IV. CREDIT D'IMPOT SOLLICITE (=I. x 40%)			
V. RETROCESSION MINIMALE ATTENDUE (=IV. x 60%) (5)			
VI. RETROCESSION MAXIMALE ATTENDUE (=IV. x 75%) (6)			

(1) Tous les postes de dépenses sont à détailler

(2) Directement nécessaires à la réalisation et à l'exploitation du programme d'investissement

(3) Éligible le cas échéant et sous certaines conditions :

- soit pour la valeur au plus égale à l'évaluation du directeur des affaires foncières durant la phase d'instruction de la demande d'agrément, sans pour autant que celle-ci n'excède le cinquième du montant global du programme d'investissement.
- soit pour la valeur inférieure à l'évaluation du directeur des affaires foncières si l'arrêté applicable au secteur éligible le précise.

(4) Hors aide publique constituée par la mise en œuvre de dispositifs d'aide fiscale à l'investissement métropolitain.

(5) Article LP.916-13-5^e alinéa : « L'obligation minimale de rétrocession visée au deuxième alinéa du présent article est ramenée à 60% lorsque le financement réalisé par l'investisseur en faveur de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement est égal à l'intégralité de sa quote-part de la base d'investissement agréée définie au quatrième alinéa de l'article LP 916-1 ».

(6) Article LP.916-13-2^e alinéa : « L'investisseur doit obligatoirement rétrocéder en faveur de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement au moins 75% du crédit d'impôt qui lui est octroyé au titre de sa quote-part ».

III – BASE D'INVESTISSEMENT ELIGIBLE SOLLICITEE AU TITRE EXCLUSIF DU REGIME DES INVESTISSEMENTS DIRECTS (RID)

- COUT TOTAL DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT : _____ F CFP TTC

- SEUIL D'INVESTISSEMENT MINIMUM PREVU PAR LA REGLEMENTATION AU TITRE DU SECTEUR : _____ F CFP TTC

BASE D'INVESTISSEMENT ELIGIBLE ET AVANTAGES SOLLICITES	HT	TVA	TTC
I. BASE D'INVESTISSEMENT ELIGIBLE (1)			
Assise foncière (2) (3)			
Immobilisations corporelles neuves amortissables à détailler (2)			
Logiciels nécessaires à l'exploitation des investissements (2)			
TOTAL I.			
II. BASE D'INVESTISSEMENT NON ELIGIBLE (1)			
Frais, taxes ou dépenses non directement rattachables aux immobilisations composant le programme d'investissement			
Frais, taxes ou dépenses non directement liés au secteur d'activité au titre duquel le programme est présenté			
Biens affectés en tout ou partie à l'usage personnel de l'exploitant (logement, voiture, etc)			
Honoraires des conseils financiers, juridiques ou fiscaux en charge du montage ou du placement de l'opération de financement du programme d'investissement			
Subventions et aides publiques à l'investissement contribuant au financement du programme d'investissement (4)			
Logiciels nécessaires à l'utilisation de biens d'occasion ou d'autres immobilisations incorporelles			
Autres dépenses non éligibles prévues par arrêté d'application			
TOTAL II.			
III. COUT TOTAL DU PROGRAMME (=I. + II.)			
IV. EXONERATION D'IT ou D'IS SOLLICITEE (=I. x 40% x 70%)			
V. DUREE DE L'EXONERATION SOLLICITEE (en nombre d'exercices)			

(1) Tous les postes de dépenses sont à détailler

(2) Directement nécessaires à la réalisation et à l'exploitation du programme d'investissement

(3) Eligible le cas échéant et sous certaines conditions :

- soit pour la valeur au plus égale à l'évaluation du directeur des affaires foncières durant la phase d'instruction de la demande d'agrément, sans pour autant que celle-ci n'excède le cinquième du montant global du programme d'investissement.
- soit pour la valeur inférieure à l'évaluation du directeur des affaires foncières si l'arrêté applicable au secteur éligible le précise.

(4) Hors aide publique constituée par la mise en œuvre de dispositifs d'aide fiscale à l'investissement métropolitain.

- (5) Article LP.941-7 : « L'exonération dont bénéficie l'entreprise qui réalise le programme d'investissement à raison de son financement est égale à 70% du taux du crédit d'impôt prévu à l'article LP 918-1 éventuellement majoré ou minoré dans les conditions prévues par ledit article. Ce taux de 70% s'applique dans les mêmes conditions aux taux de majoration éventuellement appliquées conformément aux articles LP.931-1 et LP.931-11. ».
- (6) Article LP.941-8 : « L'exonération est imputable sur l'impôt sur les sociétés ou sur l'impôt sur les transactions dans la limite de 65% du montant de l'impôt dû au titre de l'exercice de l'achèvement du programme d'investissement, tel qu'attesté par l'entreprise en application de l'article LP.915-4. Le solde éventuel est imputable sur l'impôt dû au titre des trois exercices suivants dans la même limite d'imputation de 65%. Le solde d'exonération éventuel constaté au terme de ces trois exercices suivants est définitivement perdu ».

IV – BASE D'INVESTISSEMENT ELIGIBLE SOLLICITEE EN CAS DE CUMUL DES REGIMES DES INVESTISSEMENTS INDIRECTS (RII) ET DIRECTS (RID)

4.1 Détermination de la base d'investissement minimum éligible au titre du régime des investissements directs (RID) :

	EN F CFP
I. IMPOT PREVISIONNEL A PAYER PAR LA SOCIETE PORTANT LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT	
I.1. L'année de l'achèvement du programme d'investissement	
I.2. L'année suivant l'achèvement du programme d'investissement	
TOTAL I. (1)	
II. IMPUTATION MAXIMUM DE L'EXONERATION SUR L'IMPOT A PAYER = TOTAL I. x 65%	
III. CREDIT D'IMPOT GLOBAL SOLLICITE = II. / 70%	
IV. BASE D'INVESTISSEMENT MINIMUM ELIGIBLE AU REGIME DES INVESTISSEMENTS DIRECTS (RID) = III. / 40%	HT OU TTC à préciser

- (1) Préciser : impôt sur les transactions ou impôt sur les sociétés
- (2) Tous les postes de dépenses sont à détailler
- (3) Directement nécessaires à la réalisation et à l'exploitation du programme d'investissement
- (4) Eligible le cas échéant et sous certaines conditions :
- soit pour la valeur au plus égale à l'évaluation du directeur des affaires foncières durant la phase d'instruction de la demande d'agrément, sans pour autant que celle-ci n'excède le cinquième du montant global du programme d'investissement.
 - soit pour la valeur inférieure à l'évaluation du directeur des affaires foncières si l'arrêté applicable au secteur éligible le précise.
- (5) Hors aide publique constituée par la mise en œuvre de dispositifs d'aide fiscale à l'investissement métropolitain.
- (6) Article LP.941-7 : « L'exonération dont bénéficie l'entreprise qui réalise le programme d'investissement à raison de son financement est égale à 70% du taux du crédit d'impôt prévu à l'article LP 918-1 éventuellement majoré ou minoré dans les conditions prévues par ledit article. Ce taux de 70% s'applique dans les mêmes conditions aux taux de majoration éventuellement appliquées conformément aux articles LP.931-1 et LP.931-11. ».
- (7) Article LP.941-8 : « L'exonération est imputable sur l'impôt sur les sociétés ou sur l'impôt sur les transactions dans la limite de 65% du montant de l'impôt dû au titre de l'exercice de l'achèvement du programme d'investissement, tel qu'attesté par l'entreprise en application de l'article LP.915-4. Le solde éventuel est imputable sur l'impôt dû au titre des trois exercices suivants dans la même limite d'imputation de 65%. Le solde d'exonération éventuel constaté au terme de ces trois exercices suivants est définitivement perdu ».

4.2 Base d'investissement éligible sollicitée au titre du cumul des régimes des investissements indirects (RII) et directs (RID) :

- COUT TOTAL DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT : _____ F CFP TTC

- SEUIL D'INVESTISSEMENT MINIMUM PREVU PAR LA
REGLEMENTATION AU TITRE DU SECTEUR :

☐ Au régime des investissements directs (RID) : _____ F CFP TTC

☐ Au régime des investissements indirects (RII) : _____ F CFP TTC

BASE D'INVESTISSEMENT ELIGIBLE ET AVANTAGES SOLLICITES	HT	TVA	TTC
I. BASE D'INVESTISSEMENT ELIGIBLE (1)			
Assise foncière (2) (3)			
Immobilisations corporelles neuves amortissables à détailler (2)			
Logiciels nécessaires à l'exploitation des investissements (2)			
- DONT TOTAL ELIGIBLE AUX INVESTISSEMENTS DIRECTS I.1			
- DONT TOTAL ELIGIBLE AUX INVESTISSEMENTS INDIRECTS I.2			
TOTAL I. (= I.1 + I.2)			
II. BASE D'INVESTISSEMENT NON ELIGIBLE (1)			
Frais, taxes ou dépenses non directement rattachables aux immobilisations composant le programme d'investissement			
Frais, taxes ou dépenses non directement liés au secteur d'activité au titre duquel le programme est présenté			
Biens affectés en tout ou partie à l'usage personnel de l'exploitant (logement, voiture, etc)			
Honoraires des conseils financiers, juridiques ou fiscaux en charge du montage ou du placement de l'opération de financement du programme d'investissement			
Subventions et aides publiques à l'investissement contribuant au financement du programme d'investissement (4)			
Logiciels nécessaires à l'utilisation de biens d'occasion ou d'autres immobilisations incorporelles			
Autres dépenses non éligibles prévues par arrêté d'application			
TOTAL II.			
III. COUT TOTAL DU PROGRAMME (=I. + II.)			
IV. EXONERATION D'IT ou D'IS SOLLICITEE AU RID (=I.1 x 40% x 70%)			
V. DUREE DE L'EXONERATION SOLLICITEE AU RID (en nb. d'exercices)			
VI. CREDIT D'IMPOT SOLLICITE AU RII (=I.2 x 40%)			
VII. RETROCESSION MINIMALE ATTENDUE AU RII (= VI. x 60%) (5)			
VIII. RETROCESSION MAXIMALE ATTENDUE AU RII (= VI. x 75%) (6)			

(1) Tous les postes de dépenses sont à détailler

(2) Directement nécessaires à la réalisation et à l'exploitation du programme d'investissement

(3) Eligible le cas échéant et sous certaines conditions :

- soit pour la valeur au plus égale à l'évaluation du directeur des affaires foncières durant la phase d'instruction de la demande d'agrément, sans pour autant que celle-ci n'excède le cinquième du montant global du programme d'investissement.
 - soit pour la valeur inférieure à l'évaluation du directeur des affaires foncières si l'arrêté applicable au secteur éligible le précise.
- (4) Hors aide publique constituée par la mise en œuvre de dispositifs d'aide fiscale à l'investissement métropolitain.
- (5) Article LP.916-13-5^e alinéa : « L'obligation minimale de rétrocession visée au deuxième alinéa du présent article est ramenée à 60% lorsque le financement réalisé par l'investisseur en faveur de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement est égal à l'intégralité de sa quote-part de la base d'investissement agréée définie au quatrième alinéa de l'article LP 916-1 ».
- (6) Article LP.916-13-2^e alinéa : « L'investisseur doit obligatoirement rétrocéder en faveur de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement au moins 75% du crédit d'impôt qui lui est octroyé au titre de sa quote-part ».

C. DOCUMENTS A ANNEXER A LA DEMANDE D'AGREMENT

1. A caractère économique :

1. Business plan permettant de déterminer la pertinence et la viabilité du programme (synthèse, besoin du client et opportunité d'affaire, stratégie et étapes clefs, plan marketing et commercial, plan opérationnel, management, principaux intervenants et leurs CV, projections financières, analyse des risques et de la rentabilité, besoins et plan de financement, évaluation des retombées économiques, fiscales et sociales pour les cinq premières années d'exploitation).
2. Engagement relatif à l'impact direct ou indirect sur l'emploi : maintien, création (intitulé des postes, années de création des emplois, emplois à temps plein et à temps partiel), actions de formation du personnel envisagées (cf. engagement n°7 à remplir en annexe).
3. Impact sur les prix des biens et services proposés par le programme d'investissement (sans et avec les avantages fiscaux sollicités). A détailler par produit ou groupes de produits.
4. Raison sociale de la société qui exploitera l'établissement une fois celui-ci achevé (enseigne locale, nationale ou internationale).

2. A caractère juridique :

1. Copie des statuts de la société s'engageant à réaliser le programme.
2. Justificatif d'inscription de la société au centre de formalités des entreprises (cf. CCISM).
3. Justificatif d'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés (cf. greffe du tribunal de commerce).
4. Extrait K bis du registre du commerce et des sociétés de la société s'engageant à réaliser le programme.
5. Informations juridiques sur le terrain ou sur la concession (compromis de vente, acte d'acquisition, bail).
6. Evaluation de l'assise foncière par le directeur des affaires foncières ou par la commission d'évaluation immobilière de la direction des affaires foncières.
7. Etat d'avancement de votre demande d'agrément au titre du dispositif de défiscalisation métropolitain.
8. Copie du dossier de demande d'agrément au dispositif de défiscalisation métropolitain.
9. Copies des lettres ou courriers adressés par la Direction Générale des Finances Publiques à la société demanderesse.
10. Préciser si la société demanderesse a obtenu un agrément au titre du dispositif de défiscalisation métropolitain.

11. Le cas échéant, le mandat délivré par la société demanderesse à une (des) société(s) tierce(s) pour effectuer toutes opérations et démarches relatives à la demande d'agrément au bénéfice du régime des investissements indirects, du régime des investissements directs et du régime des investissements dans les fonds communs de placements à risques déposé dans le cadre du programme d'investissement.
12. Dispositions prévues pour protéger les investisseurs et les tiers.

3. A caractère technique :

1. Copie des autorisations administratives obtenues et obligatoires à la réalisation de l'investissement (permis de construire, de terrassement, de lotir, installations classées...).
2. Plans constitutifs de la demande de permis de construire (notamment description, plan de situation et plan de masse) ou de la demande d'autorisation administrative dont dépend le programme d'investissement.
3. Copie du contrat de maîtrise d'œuvre paraphé et signé par les parties à l'acte.
4. Calendrier prévisionnel de réalisation du programme d'investissement (administratif, technique et financier).
5. Attestation de début de réalisation du programme à adresser à la direction générale des affaires économiques par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement, dans les trois mois du début du programme.

4. A caractère environnemental :

1. Note de la société qui réalise le programme d'investissement sur l'intégration de ce dernier dans une démarche de développement durable (cf. notice explicative du Ministère de l'environnement au point 10.).
2. Notice ou étude d'impact sur l'environnement.
3. Autorisation administrative obtenue (installation classée...).

5. A caractère financier :

1. Tout document de nature à justifier le prix de revient de l'investissement, entendus comme des factures proforma ou devis à entêtes des entreprises présentés par une pluralité d'entreprises dans chaque corps de métier sollicité. Dans l'hypothèse du lancement d'un appel d'offres sur la base d'un dossier de consultation des entreprises (DCE), la justification par un homme de l'art du choix des entreprises retenues et le cas échéant, les actes d'engagements signés conjointement par la société et les entreprises attributaires des dits marchés.
2. Structure des coûts des équipements à préciser et à détailler (prix unitaire, au mètre linéaire, au m², FOB, CAF, droits et taxes, frais divers).

3. Courriers des principaux fournisseurs et prestataires retenus précisant qu'à l'occasion de ce programme, ils n'accorderont aucun rabais, remise ou ristourne, directement ou indirectement, à l'un quelconque des intervenants au présent dossier (cf. engagement n°5 à remplir en annexe).
4. Etat des dépenses engagées et/ou payées à la date du dépôt de la demande d'agrément en y adjoignant tous documents permettant de justifier des règlements effectués.
5. Tout document faisant ressortir la base d'investissement et du crédit d'impôt sollicité.
6. Echancier de mobilisation des financements ouvrant droit à crédit d'impôt.
7. L'échancier prévisionnel de levées de financements relatifs au programme d'investissement de la société précisant la raison sociale des entreprises défiscalisantes ainsi que le montant prévisionnel de leurs apports.
8. Le cas échéant, la copie des programmes de convention de crédit-bail.
9. Capacité financière suffisante pour permettre le commencement des travaux ou l'exécution de la commande afférents au programme.
10. Convention de prêt bancaire signée conjointement par la société et l'établissement bancaire.
- 11 Contrat de garantie bancaire d'achèvement, le cas échéant.

6. A caractère comptable :

1. Bilan d'ouverture de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement.
2. Bilan, comptes de résultats ou le cas échéant chiffre d'affaires, déclarés au cours des trois derniers exercices clos.
3. Comptes de résultats prévisionnels sur cinq ans. Pour les programmes immobiliers préciser le montant des loyers ou des prix de vente attendus.
4. Plan de financement du programme d'investissement révisé dans l'hypothèse de la non obtention des avantages fiscaux sollicités.
5. Description du montage résultant de la mise en œuvre du dispositif de défiscalisation local : description du schéma juridique et financier (graphe du montage faisant apparaître les actes juridiques, les flux financiers et séquence des opérations), fourniture des programmes de contrats, montant de la base éligible et de la rétrocession de l'avantage fiscal sollicité.
6. Le cas échéant, description du montage résultant de la mise en œuvre d'un dispositif de défiscalisation métropolitain et local (cf. paragraphe précédent).
7. Echancier prévisionnel précisant le montant et l'année de mobilisation des financements ouvrant droit à crédit d'impôt et indiquant la raison sociale des entreprises défiscalisantes ainsi que le montant prévisionnel de leurs apports.

7. Dispositions prévues pour protéger les investisseurs et les tiers**8. A caractère fiscal :**

1. Attestation délivrée par le Trésor public de la régularité fiscale de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement et des associés ou actionnaires qui la composent.
2. Attestation délivrée par la Direction des impôts et des contributions publiques de la régularité fiscale de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement et des associés ou actionnaires qui la composent.

9. A caractère social :

Attestation délivrée par la caisse de prévoyance sociale attestant la situation régulière de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement et des associés ou actionnaires qui la composent au regard des obligations sociales.

10. Notice explicative du Ministère de l'environnement : (cf. modèle en annexe)**11. Engagements et attestations à produire : (cf. modèles en annexe)**

1. Engagement relatif au respect de la réglementation en vigueur
2. Engagement relatif au respect des obligations fiscales et sociales
3. Engagement relatif aux aides publiques sollicitées ou octroyées
4. Engagement relatif aux emplois (effectifs actuels et prévisionnels)
5. Engagement de maintien des investissements agréés en exploitation
6. Attestation de non-démarrage du programme
7. Attestation relative aux remises, rabais, ristournes

D. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE NON RESPECT DU CODE DES IMPOTS

I. LEGISLATION APPLICABLE (articles LP 919-31 à LP 919-36 du code des impôts)

Article LP.913-8 - L'agrément du programme d'investissement est conditionné par l'engagement pris par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement de respecter les réglementations applicables en Polynésie française durant la phase de réalisation du programme d'investissement comme, le cas échéant, durant la phase de son exploitation.

II. REMISE EN CAUSE DES CREDITS D'IMPOT, DES EXONERATIONS ET DE L'AGREMENT (articles LP 919-31 à LP 919-36 et LP 941-10)

Art. LP.919-31 - Le retrait de l'agrément est prononcé en cas d'inexécution par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement, des engagements souscrits par cette dernière en vue d'obtenir l'agrément ou en cas de non-respect des conditions auxquelles l'octroi de cet agrément a été subordonné. Ce retrait entraîne la remise en cause des crédits d'impôt attachés à l'agrément et l'exigibilité des impositions non acquittées du fait de cet agrément, assorties de l'intérêt de retard prévu aux articles D.511-1 et LP.511-4 du présent code.

La remise en cause des crédits d'impôt consécutivement au retrait est effectuée conjointement dans les comptes de l'entreprise et des investisseurs à hauteur respectivement de la part de crédit d'impôt dont chacun a bénéficié en application du deuxième alinéa de l'article LP.916-13. La remise en cause dans les comptes de l'entreprise se traduit par l'application d'une sanction fiscale égale à 150 % de la part du crédit d'impôt dont elle a bénéficié en application du deuxième alinéa de l'article LP.916-13.

Art. LP.919-32. - L'agrément du programme d'investissement est frappé d'une caducité de plein droit lorsque le programme d'investissement n'a pas débuté dans le délai prévu à l'article LP.915-2. La caducité produit, le cas échéant, les mêmes effets que ceux prévus, pour le retrait, au second alinéa de l'article LP.919-31.

Art. LP.919-33. - Les crédits d'impôt sont remis en cause d'office en cas de non-respect par les investisseurs des conditions les concernant prévues dans les dispositions générales et particulières du présent titre ainsi que dans les arrêtés d'application. Les droits mis à la charge des investisseurs à ce titre sont assortis de l'intérêt de retard et, le cas échéant, d'autres pénalités spécifiques faisant l'objet du titre II de la deuxième partie du présent code.

Art. LP.919-34. - Par dérogation à l'article LP.919-31, le ministre en charge des finances est autorisé à limiter les effets de la remise en cause des crédits d'impôt dans les comptes des investisseurs et de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement à une fraction de ces crédits, déterminée en considération notamment de la durée de l'engagement d'exploitation des investissements agréés restant à courir.

De la même manière, pour l'application du second alinéa de l'article LP.919-31, le ministre en charge des finances peut accorder à titre exceptionnel, conformément à l'article D.612-2 du présent code, la remise gracieuse de l'intérêt de retard dû par les investisseurs à l'égard de la remise en cause de leur part de crédit d'impôt, lorsque le retrait de l'agrément est lié à un cas de force majeure ou à la non-délivrance de l'agrément aux dispositifs d'aide fiscale à l'investissement métropolitains.

Art. LP.919-35. - En cas de retrait partiel d'agrément, la remise en cause partielle des crédits d'impôt est effectuée dans les comptes des investisseurs et de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement, conformément au second alinéa de l'article LP.919-31, en proportion de leurs quotes-parts respectives.

Art. LP.919-36. – Par dérogation à l'article LP.919-31, le retrait de l'agrément n'est pas prononcé lorsqu'en cas de non-respect de ses engagements par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement, ces engagements sont, sous condition d'une subrogation dans ses droits et obligations liés à l'agrément, repris à son compte par une autre entreprise ou, en cas de cession du programme d'investissement, par le cessionnaire dans les six mois de la reprise ou de la cession. Le bénéfice de cette disposition est subordonné à l'accord préalable du ministre en charge des finances.

Art. LP.941-10. – Le retrait de l'agrément est prononcé en cas d'inexécution par l'entreprise ayant réalisé le programme d'investissement, des engagements souscrits en vue d'obtenir l'agrément ou en cas de non-respect des conditions auxquelles l'octroi de cet agrément a été subordonné. Ce retrait entraîne la remise en cause de l'exonération attachée à l'agrément et l'exigibilité des impositions non acquittées du fait de cet agrément, assorties de l'intérêt de retard prévu aux articles D.511-1 et LP.511-4 du présent code.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les engagements pris par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement lors du dépôt de la demande d'agrément sont réputés maintenus lorsque les investissements agréés sont cédés, pendant la durée des engagements, à une entité regroupant des investisseurs intervenant dans le cadre des dispositifs d'aide fiscale à l'investissement métropolitains.

III. CONTROLE DES INVESTISSEMENTS AGREES (articles LP 919-41 à LP 919-51)

Art. LP.919-41. – La direction des impôts et des contributions publiques peut à tout moment procéder à la vérification sur place des modalités de réalisation et d'exploitation des investissements agréés selon la procédure prévue par l'article LP.412-1 du présent code.

Art. LP.919-51. – L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit tenir informée l'administration de la Polynésie française des retombées économiques, sociales et fiscales du programme d'investissement. À cet effet, elle doit :

- produire à la direction générale des affaires économiques dans le cadre de la procédure d'agrément, une balance économique, sociale et fiscale prévisionnelle ;
- annexer à ses déclarations de chiffre d'affaires ou de résultats souscrites auprès de la direction des impôts et des contributions publiques, au titre des quatre exercices qui suivent l'année de mise en service des investissements agréés, une balance économique, sociale et fiscale actualisée.

Les modèles de balances prévus aux alinéas précédents sont approuvés dans les arrêtés d'application du présent dispositif.

Sans préjudice de l'article D.461-1 du présent code, la direction des impôts et des contributions publiques est autorisée à transmettre la balance économique, sociale et fiscale prévue aux alinéas précédents aux services et établissements publics administratifs concernés par le secteur d'activité dont relèvent les investissements agréés, lorsque les informations contenues dans la balance sont nécessaires à la réalisation d'études sollicitées par le Pays afin de mesurer l'impact du présent dispositif sur le secteur d'activité concerné.

IV. SANCTIONS FISCALES SPECIFIQUES (article LP 511-11 à LP 511-13)

Article LP. 511-13 - Les personnes qui délivrent une facture ou une attestation conditionnant l'octroi des avantages fiscaux prévus dans la 3ème partie du présent code, qui comporte des mentions fausses ou de complaisance ou qui dissimulent l'identité du bénéficiaire, sont passibles d'une amende égale au montant des avantages fiscaux octroyés.

Date – Qualité et signature du demandeur :

NOTICE EXPLICATIVE

Présentation de la démarche de développement durable du demandeur à l'agrément fiscal :

Éléments d'appréciation des investissements éco-responsables

Afin de prendre en compte le développement durable dans les politiques publiques et de promouvoir des investissements éco-responsables, le demandeur à l'agrément fiscal est invité le cas échéant à présenter la démarche de développement durable qui accompagnera son projet d'investissement ou à justifier de l'absence d'une telle démarche au regard du projet envisagé.

Sans être obligatoire, cette information est vivement conseillée pour éclairer l'avis des autorités administratives se prononçant sur la demande d'agrément. La mise en place d'une démarche éco-responsable donnera au projet de meilleures chances d'obtenir un agrément tenant compte des surcoûts éventuels quelle engendre.

1. Définitions :

Adopter une démarche de développement durable signifie pour le porteur de projet de répondre aux besoins des générations actuelles sans compromettre les perspectives des générations futures. Cette démarche est transgénérationnelle et transversale.

❖ Une démarche transgénérationnelle :

Le projet est apprécié non seulement au regard de son intérêt immédiat, mais également au regard de son impact pour le futur et de son devenir lorsque, une fois concrétisé, il arrivera en fin de vie.

❖ Une démarche transversale :

La démarche de développement durable vise à la fois le développement économique, le progrès social, la protection et la valorisation de l'environnement.

2. Forme et procédure :

Le demandeur présente sa démarche de développement durable dans une note mettant en valeur les principales caractéristiques des actions qu'il envisage de mettre en œuvre dans un objectif de développement durable et leurs justifications, en fonction de son projet et des critères énumérés ci-dessous.

Le demandeur peut présenter toute autre action non listée dans cette notice et qui ressortirait d'une démarche de développement durable.

Le demandeur justifie sa démarche de développement durable au regard de la nature de son projet, par tout moyen à sa convenance.

Des renseignements complémentaires pourront lui être demandés lors de l'instruction de sa demande.

3. Critères généraux :

La démarche de développement durable du demandeur est appréciée, eu égard à la nature et la taille du projet envisagé, notamment au regard des éléments suivants :

3.1. Informations sociales et éthiques :

- 3.1.1. Emploi durable : effectif total, nombre de recrutements prévus pour la réalisation du programme d'investissement, type de recrutements (CDI ou emplois précaires), recours aux heures supplémentaires, recours à de la main d'œuvre extérieure à l'entreprise, projet de reclassement des effectifs en contrats temporaires à l'issue de la réalisation du programme d'investissement ;
- 3.1.2. Progrès social : organisation du temps de travail ; rémunérations ; charges sociales ; conditions d'hygiène, de sécurité et de confort ; formation professionnelle mise en œuvre ; relations avec les établissements d'enseignement et de formation ; Impact local du programme d'investissement en termes d'emplois et de développement social, respect ou améliorations des conditions de travail des femmes enceintes et allaitantes ;
- 3.1.3. Équité sociale : justifications de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ; emploi et insertion des travailleurs handicapés, des anciens détenus et de tout public éloigné du marché du travail ; relations avec les organismes et associations d'insertion professionnelle ;
- 3.1.4. Éthique : respect des populations, de l'identité culturelle ; recours dans la mesure du possible aux filières du commerce équitable et aux filières d'approvisionnement locales ; choix de sous-traitants éco-responsables.

3.2. Informations relatives aux conséquences du programme d'investissement sur l'environnement et aux mesures mises en œuvre pour en limiter l'empreinte écologique (pour les trois phases : 1. travaux, 2. phase exploitation / usage de l'investissement, 3. phase renouvellement/démantèlement/fin de vie de l'investissement) :

- 3.2.1. Management environnemental : Existence d'une démarche de certification en matière d'environnement ; Justifications de l'existence d'une culture d'entreprise développement durable : service de l'entreprise dédié à la gestion de l'environnement ; formation et information des salariés ;
- 3.2.2. Ressources en eau et énergies : consommation estimée de ressources en eau et énergie pendant la phase des travaux/ annuellement pendant la durée de vie de l'investissement ; mesures prises pour limiter / compenser cette consommation, recours aux énergies renouvelables pour la réalisation du programme d'investissement ; investissement en énergie renouvelable, gestion de la ressource en eau ;
- 3.2.3. Impacts sur les milieux : estimation des rejets polluants dans l'air, l'eau, les sols, nuisances sonores et olfactives estimées et mesures compensatoires prévues ; mesures prises pour limiter les atteintes aux milieux naturels et espèces de faune et de flore indigènes ou endémiques ;
- 3.2.4. Déchets : Traitement des déchets : organisation du tri, organisation de la collecte et du traitement pour rejoindre les filières existant localement ; réduction à la source des déchets ; emplois de matériaux recyclables et/ou biodégradables ;
- 3.2.5. Prévention / réparations : Moyens consacrés à la prévention et/ou à la réparation des risques industriels majeurs (pollutions accidentelles notamment) ; montant des provisions et existence de garanties en la matière ; ratio des dépenses totales envisagées pour prévenir et/ou compenser les atteintes à l'environnement générées par la réalisation du programme d'investissement eu égard au coût total du programme ;

4. Critères particuliers :

Pour certains secteurs, des éléments plus spécifiques permettront d'apprécier le caractère éco-responsable de l'investissement.

4.1. En matière de construction de bâtiments ou autre édifice immobilier

4.1.1. Secteurs concernés : tout secteur lorsqu'une partie de l'investissement éligible porte sur la construction de bâtiments ou autre édifice immobilier, et plus particulièrement les secteurs du logement, de la création, rénovation et agrandissement d'hôtels et résidences, des autres constructions immobilières, des cliniques et établissement de santé.

4.1.2. Adaptation au milieu : Un projet d'investissement est éco-responsable s'il démontre son insertion harmonieuse dans son environnement immédiat, et s'appuie sur un choix de matériaux et procédés de construction garantissant un chantier à faible impact environnemental. Les constructions effectuées sur le domaine public maritime lagonaire, sans mesure venant compenser les nuisances écologiques de ce type de construction, ne peuvent être considérées comme caractérisant une démarche de développement durable.

4.1.3. Bâtiments bioclimatiques : Sont considérés comme éco-responsables les projets adoptant une architecture bioclimatique visant la haute qualité environnementale. L'architecture bioclimatique est une modalité de conception et de réalisation de bâtiments qui permet de réduire les besoins énergétiques, de maintenir des températures agréables, de contrôler l'humidité et de favoriser l'éclairage naturel. Sa qualité environnementale est appréciée au regard de critères d'éco-construction, d'éco-gestion, de confort et de santé, et notamment des éléments suivants :

4.1.3.1.	Protections solaires mobiles pour les façades exposées
4.1.3.2.	Isolation thermique visant à protéger le bâtiment de la chaleur ; protection végétale extérieure (haie), végétalisation des toitures, des murs selon possibilité
4.1.3.3.	Conception d'une ventilation naturelle ; les auxiliaires de ventilation, lorsqu'ils sont nécessaires, doivent utiliser au moins une source d'énergie renouvelable ;
4.1.3.4.	Ventilation naturelle (orientation), Installations de climatisation utilisant une énergie renouvelable ou pour les appareils individuels utilisant l'électricité, appartenant à la classe de performance énergétique B ou supérieure
4.1.3.5.	Pour les hôtels, résidences hôtelières, logements étudiants, généralisation du système d'éclairage/climatisation par carte d'accès
4.1.3.6.	Équipements solaires de production d'eau chaude sanitaire ; pour les logements à usage d'habitation, en cas de raccordement à une source électrique, présence d'un interrupteur à déclenchement manuel
4.1.3.7.	Équipements de production d'énergie utilisant au moins une source d'énergie renouvelable
4.1.3.8.	Équipements de récupération et traitement des eaux pluviales, avec si possible réutilisation par le système d'arrosage des espaces verts
4.1.3.9.	Équipement visant à économiser la ressource en eau : chasse d'eau économique, robinets à débit contrôlé...
4.1.3.10.	Utilisation chaque fois que possible de matériaux naturels, renouvelables, (bois par exemple) peu polluants (matériaux recyclés, recyclables, non dangereux pour l'environnement ou la santé)
4.1.3.11.	Des ouvertures favorisant l'éclairage naturel dans toutes les pièces (sauf pièces volontairement aveugles) ; systèmes d'éclairage automatique minutés dans les parties communes où la lumière naturelle est insuffisante
4.1.3.12.	Parties communes laissant place au végétal, espaces verts

4.1.4. Performance environnementale: A contrario les projets d'investissements ne mettant en œuvre aucune énergie renouvelable ni ne tirant partie de la ventilation et de l'éclairage naturel, pourraient être exclus, totalement ou partiellement, du dispositif.

4.1.5. Gestion de la ressource en eau : selon la nature des projets, il sera apprécié de fournir un plan de gestion de la ressource en eau prévoyant *a minima* les mesures suivantes :

4.1.5.1.	Des dispositifs de récupération de l'eau de pluie pour l'arrosage des espaces verts, le nettoyage des parties communes, le remplissage des piscines
4.1.5.2.	Des dispositifs d'économies par contrôle du débit : chasses d'eau économiques, robinetterie sanitaire des chambres à débit modéré, déclenchement à infra-rouge pour les sanitaires publics notamment,
4.1.5.3.	Des dispositifs de suivi des consommations (compteurs), un entretien régulier et un contrôle des fuites d'eau avec dans la mesure du possible installation d'un dispositif de détection de fuites
4.1.5.4.	Un état des consommations estimées sur une année d'exploitation normale

4.2. Dans le secteur des golfs internationaux

4.2.1. Protection du milieu : la production d'un plan de gestion de la ressource en eau (cf n°4.1.4) pourra utilement être complétée par la description des mesures envisagées pour la protection des nappes phréatiques présentes sous l'implantation des parcours (notamment eu égard à l'utilisation d'engrais et pesticides), la conservation des espèces endémiques ou indigènes déjà présentes, la non utilisation d'espèces menaçant la biodiversité.

4.3. Dans le secteur du tourisme

4.3.1. Tourisme écologique : les projets éco-touristiques pourront être favorisés s'ils concrétisent de véritables actions en faveur de la sensibilisation et de l'éducation du public à l'environnement et au développement durable ou s'ils visent à la sauvegarde des espèces, des espaces ou plus généralement des écosystèmes. A contrario, ne seront pas considérés comme éco-responsables les investissements liés aux activités de loisir susceptibles de causer des nuisances sonores, des pollutions diverses ou des perturbations écologiques dans les lieux de leur utilisation.

4.4. Dans le secteur primaire (agriculture, élevage, pêche, aquaculture, pisciculture et aquariophilie écologique)

4.4.1. Gestion durable de la ressource en eau : (cf point 4.1.4) tout dispositif de récupération et d'utilisation d'eau de pluie sera considéré comme éco-responsable.

4.4.2. Aquaculture, pisciculture et aquariophilie écologique : la démarche éco-responsable consiste à justifier d'installations respectueuses de l'environnement, notamment en termes de gestion des bassins et de leur communication avec les eaux intérieures (rivières et/ou lagon) (gestion des pollutions, contrôle des risques de dissémination des espèces élevées dans l'environnement).

4.4.3. Aquariophilie écologique : la démarche de développement durable consiste à justifier du caractère écologique et plus particulièrement : les méthodes de collecte employées et leur innocuité sur le milieu, le respect des dispositions en matières d'espèces et d'espaces protégés, l'objectif chiffré de repeuplement pour les espèces prélevées.

4.4.4. Pêche : Les efforts visant à l'utilisation d'énergies renouvelables à bord des bateaux (éclairage, dispositif frigorifique notamment) seront pris en compte dans le processus de décision.

4.4.5. Agriculture biologique : une préférence sera donnée aux investissements liés à l'agriculture durable et notamment en faveur de l'agriculture biologique selon des normes reconnues nationalement ou internationalement (label AB notamment ou équivalent). L'absence de démarche de certification ne doit toutefois pas défavoriser les projets d'agriculture durable ou responsable qui appliquent des critères d'exploitation

similaires aux normes reconnues, avec les adaptations nécessaires à la Polynésie. La recherche des performances suivantes est appréciée :

4.4.5.1.	La recherche de l'efficacité énergétique (énergie renouvelable, mesures d'économies d'énergie)
4.4.5.2.	La réduction de l'emploi de pesticides et engrais
4.4.5.3.	La mise en place d'un dispositif de compostage
4.4.5.4.	La gestion de la ressource en eau : récupération d'eau de pluie, arrosage contrôlé
4.4.5.5.	La démarche de certification agriculture biologique selon un label local, national ou international

4.5. Dans le secteur des transports

- 4.5.1. Véhicules récents et peu polluants: l'acquisition de véhicules neufs récents (modèles de moins de 3 ans) aux émissions de gaz à effet de serre réduites selon les normes européennes relève d'une démarche de développement durable.
- 4.5.2. Performance énergétique : Les transports favorisant l'emploi d'une énergie renouvelable sont recommandés.
- 4.5.3. Développement des transports en commun par mer : les investissements pour la mise en place d'un service de transport en commun lagonaire de passagers sont favorisés comme alternative à l'usage des véhicules particuliers (taxi-boat).

4.6. Dans le secteur des infrastructures des ports et aéroports, le secteur industriel et environnemental

- 4.6.1. Prévention et traitement des pollutions: les investissements entrant dans cette catégorie et notamment visant à la mise en conformité avec les exigences au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, au tri des déchets, à la limitation des nuisances sonores, à la potabilisation de l'eau, à l'assainissement collectif des eaux usées (station d'épuration, réseaux, émissaire de rejet...) relèvent d'une démarche de développement durable et sont donc favorablement considérés.
- 4.6.2. Parkings : les parkings aériens paysagers permettant l'implantation d'arbres et d'espaces verts, le cas échéant utilisant un éclairage provenant d'une source d'énergie renouvelable seront privilégiés.
- 4.6.3. Risques industriels : la démarche éco-responsable comprend pour les industries la mise en œuvre d'un plan de prévention et de gestion des risques industriels.
- 4.6.4. Production éco-responsable : les investissements favorisant la production de produits recyclables ou la production utilisant des matières premières recyclées, renouvelables seront privilégiés au détriment des investissements à destination d'industries produisant des produits polluants, toxiques, nocifs pour l'environnement et / ou la santé. De même pour celles produisant des biens dont la part recyclable ou réutilisable ou pouvant rejoindre une filière de traitement des déchets existant localement est inférieure à 50%.
- 4.6.5. Energies renouvelables : les investissements dans le domaine de l'énergie hydroélectrique sont considérés comme éco-responsables s'ils ne portent pas une atteinte irréversible à la faune, à la flore, et au biotope, et comportent un programme de sauvegarde des vallées concernées et des mesures compensatoires suffisantes. Les autres sources d'énergie renouvelable doivent être privilégiées.
- 4.6.6. Traitement des déchets : les dépenses liées à l'acquisition d'incinérateurs aux normes européennes, d'une capacité maximale de 50kg/heure quand elles sont destinées à équiper les îles des archipels éloignés sont favorisées, à l'inverse des acquisitions portant sur d'autres types d'incinérateurs ou destinés à d'autres usages. Sont également encouragés les projets visant à créer ou développer les filières de traitement des déchets spéciaux (notamment déchets toxiques en quantité dispersée, les déchets d'équipements électriques et électroniques, déchets encombrants composés essentiellement de ferrailles produits par les ménages).

5. Glossaire :

- ❖ **Agriculture biologique** : elle constitue une des approches de l'agriculture durable impliquant une certification attribuée par un organisme certificateur en fonction d'un référentiel de normes et d'un cahier des charges (ex : label AB).
- ❖ **Agriculture durable** : système de production agricole qui vise à assurer une production pérenne de nourriture, de bois et de fibres en respectant les limites écologiques, économiques et sociales qui assurent la maintenance dans le temps de cette production.
- ❖ **Aquariophilie écologique** : technique de culture lagonaire ou marine ne portant pas préjudice aux écosystèmes (biotope et biocénose).
- ❖ **Architecture bioclimatique** : L'architecture bioclimatique est une modalité de conception et de réalisation de bâtiment qui permet de réduire les besoins énergétiques, de maintenir des températures agréables, de contrôler l'humidité et de favoriser l'éclairage naturel. Elle conduit notamment à la construction de bâtiments de haute qualité environnementale (HQE), à très haute performance énergétique (THPE) et à énergie positive.
- ❖ **Déchet d'équipement électrique et électronique (DEEE)** : déchets issus d'équipements fonctionnant grâce à des courants électriques ou électromagnétiques. Ils comprennent notamment les produits « blancs » (électroménager), les produits « bruns » (TV, vidéo, radi, hi-fi) et les produits « gris » (informatique, bureautique) et doivent rentrer dans l'une des catégories suivantes :
 - Dispositifs médicaux à l'exception des produits implantés ou infectés
 - Distributeurs automatiques
 - Equipements informatiques et de télécommunication
 - Gros appareils ménagers
 - Instruments de surveillance et de contrôle
 - Jouets, équipements de loisirs et de sports
 - Matériel d'éclairage
 - Matériel informatique grand public
 - Outils électriques et électroniques
 - Petits appareils ménagers
- ❖ **Déchets toxiques en quantité dispersée (DTQD)** : déchets toxiques produits en faible quantité par les ménages, les petites et moyennes entreprises et l'artisanat. Ces déchets sont explosifs, corrosifs, nocifs, toxiques, irritants, comburants, facilement inflammables, ou d'une façon générale dommageables pour l'environnement (exemple : les solvants, les peintures, les produits phytosanitaires, les aérosols, les comburants et les produits chimiques non identifiés).
- ❖ **Énergie fossile** : Désigne l'énergie produite à partir de composés issus de la décomposition sédimentaire des matières organiques, c'est-à-dire principalement composés de carbone. Elle englobe le pétrole, le gaz naturel et le charbon.
- ❖ **Énergie hydraulique** : désigne l'énergie utilisant les cours d'eau et les chutes d'eau pour transformer la force motrice en électricité.
- ❖ **Énergie marémotrice** : L'énergie marémotrice utilise la marée pour transformer la force motrice en électricité.
- ❖ **Énergie renouvelable** : Une énergie renouvelable est une énergie potentiellement inépuisable, renouvelée ou régénérée naturellement à l'échelle d'une vie humaine et ayant un volume de rejet de gaz à effet de serre limité. Elle provient du vent (éolienne, houlomotrice), du soleil (thermique, photovoltaïque, thermodynamique), de la chaleur terrestre (géothermie), de l'eau (hydroélectrique, marémotrice), de la biodégradation (biomasse) ou de valorisation de substances naturelles (biocarburant).
- ❖ **Le tourisme écologique ou éco-tourisme** est une des formes du tourisme durable ayant pour objectif de faire découvrir la nature, des paysages ou des espèces particuliers, tout en respectant et préservant les ressources et le bien-être des populations et en diminuant son empreinte écologique par la restauration des écosystèmes visités.
- ❖ **Matériau recyclable** : se dit d'un matériau réintroduit dans le cycle de production dont il est issu ou non, après utilisation et acheminement vers la filière adéquate de traitement, en remplacement total ou partiel d'une matière première neuve.
- ❖ **Produit polluant** : toute substance fabriquée par l'homme qui, dispersée dans l'environnement, provoque une altération des qualités du milieu.

Engagement n° 1**A ETABLIR SUR PAPIER A EN TETE DE L'ENTREPRISE
QUI REALISE LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT**

A , le

Au

**Ministère en charge de l'économie
Direction générale des affaires économiques
BP 82
98713 Papeete**

Objet : Demande d'agrément déposée à la direction générale des affaires économiques

Réf. : Loi du Pays n°2009-7 APF du 1^{er} avril 2009 (publiée au JOPF (NS) du 1^{er} avril 2009)

**ENGAGEMENT RELATIF AU RESPECT DE LA REGLEMENTATION
EN VIGUEUR**

Nous nous engageons par la présente à respecter les réglementations applicables en Polynésie française durant la phase de réalisation du programme d'investissement comme, le cas échéant, durant la phase de son exploitation.

Nom et qualité du représentant légal
de l'entreprise ou de son mandant

Art. LP.919-31. – Le retrait de l'agrément est prononcé en cas d'inexécution par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement, des engagements souscrits par cette dernière en vue d'obtenir l'agrément ou en cas de non-respect des conditions auxquelles l'octroi de cet agrément a été subordonné. Ce retrait entraîne la remise en cause des crédits d'impôt attachés à l'agrément et l'exigibilité des impositions non acquittées du fait de cet agrément, assorties de l'intérêt de retard prévu aux articles D.511-1 et LP.511-4 du présent code.

La remise en cause des crédits d'impôt consécutivement au retrait est effectuée conjointement dans les comptes de l'entreprise et des investisseurs à hauteur respectivement de la part de crédit d'impôt dont chacun a bénéficié en application du deuxième alinéa de l'article LP.916-13. La remise en cause dans les comptes de l'entreprise se traduit par l'application d'une sanction fiscale égale à 150 % de la part du crédit d'impôt dont elle a bénéficié en application du deuxième alinéa de l'article LP.916-13.

Engagement n° 2**A ETABLIR SUR PAPIER A EN TETE DE L'ENTREPRISE
QUI REALISE LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT**

A , le

Au

**Ministère en charge de l'économie
Direction générale des affaires économiques
BP 82
98713 Papeete**

Objet : Demande d'agrément déposée à la direction générale des affaires économiques
Réf. : Loi du Pays n°2009-7 APF du 1^{er} avril 2009 (publiée au JOPF (NS) du 1^{er} avril 2009)

**ENGAGEMENT RELATIF
AU RESPECT DE NOS OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES**

Nous nous engageons à respecter nos obligations fiscales et sociales, tant déclaratives que de paiement, pendant toute la durée d'exploitation des biens ayant bénéficié des avantages du dispositif d'incitation fiscale à l'investissement régi par la loi du pays visée en référence.

Nom et qualité du représentant légal
de l'entreprise ou de son mandant

Engagement n° 3**A ETABLIR SUR PAPIER A EN TETE DE L'ENTREPRISE
PAR LE FOURNISSEUR DE BIENS ET SERVICES**

A , le

Au

**Ministère en charge de l'économie
Direction générale des affaires économiques
BP 82
98713 Papeete**

Objet : Demande d'agrément déposée à la direction générale des affaires économiques
Réf. : Loi du Pays n°2009-7 APF du 1^{er} avril 2009 (publiée au JOPF (NS) du 1^{er} avril 2009)

**ENGAGEMENT RELATIF AUX AIDES PUBLIQUES
SOLLICITEES OU OCTROYEES**

Nous attestons que, mise à part une aide, aucune aide publique n'a été sollicitée ou octroyée, à ce jour, pour le financement de notre programme d'investissement ayant fait l'objet de la demande d'agrément est visée en objet.

Nous nous engageons à ne présenter aucune demande à ce titre.

***NB** : Attention si des subventions d'investissement ont été demandées ou pouvaient l'être, adapter le texte ci-dessus en conséquence. Mentionner les subventions d'exploitation qui pourraient être sollicitées.*

**Nom et qualité du représentant légal
de l'entreprise ou de son mandant**

Engagement n° 4**A ETABLIR SUR PAPIER A EN TETE DE L'ENTREPRISE
QUI REALISE LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT**

A , le

Au

Ministère en charge de l'économie
Direction générale des affaires économiques
BP 82
98713 Papeete

Objet : Demande d'agrément déposée à la direction générale des affaires économiques**Réf. :** Loi du Pays n°2009-7 APF du 1^{er} avril 2009 (publiée au JOPF (NS) du 1^{er} avril 2009)**ENGAGEMENT RELATIF AUX EMPLOIS****1. ATTESTATION RELATIVE AUX EMPLOIS EXISTANTS**

Nous attestons que le nombre d'employés de notre société s'élève au à : emplois
à temps partiel et emplois à plein temps.

2. ENGAGEMENT RELATIF AUX OBJECTIFS DE CREATIONS D'EMPLOIS

Nous nous engageons à ce que notre [nos] programme[s] et permette(nt), dans sa (leur) phase d'exploitation, le maintien / la création / [le maintien et la création] d'emplois comme indiqué ci-dessous :

Intitulé des postes correspondant / au maintien / à la création d'emplois prévue	Année de création des emplois prévue	Nombre d'emplois / maintenus / créés prévu	
		Emplois à plein temps	Emplois à temps partiel
	200N		
	200N + 1		
	200N + 2		
	...		
TOTAL		0	0

NB :*Adapter le tableau ci-dessus en conséquence :*

- si il est à la fois prévu le maintien et la création d'emplois, indiquer cette information dans 2 colonnes distinctes.

- en fonction de la durée d'exploitation prévue.

Nous nous engageons, à maintenir les emplois dont la création sera induite par notre programme d'investissement pendant la durée de ☐ 5 ans ou de ☐ 10 ans de l'opération de location, objet de la présente demande d'agrément (1).

Nom et qualité du représentant légal
de l'entreprise ou de son mandant

Engagement n° 5**A ETABLIR SUR PAPIER A EN TETE DE L'ENTREPRISE
QUI REALISE LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT**

A , le

Au

**Ministère en charge de l'économie
Direction générale des affaires économiques
BP 82
98713 Papeete**

Objet : Demande d'agrément déposée à la direction générale des affaires économiques

Réf. : Loi du Pays n°2009-7 APF du 1^{er} avril 2009 (publiée au JOPF (NS) du 1^{er} avril 2009)

Secteur d'activité sollicité (à préciser) : _____

**ENGAGEMENT DE MAINTIEN DES INVESTISSEMENTS AGREES
EN EXPLOITATION**

Nous nous engageons à maintenir en exploitation les investissements agréés pendant une durée au moins égale à ☐ 5 ans ou ☐ 10 ans à compter de la date de production de l'attestation d'achèvement du programme d'investissement visé en objet.

Nom et qualité du représentant légal
de l'entreprise ou de son mandant

Attestation n°6**A ETABLIR SUR PAPIER A EN TETE DE L'ENTREPRISE
QUI REALISE LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT**

A , le

Au

**Ministère en charge de l'économie
Direction générale des affaires économiques
BP 82
98713 Papeete**

Objet : Demande d'agrément déposée à la direction générale des affaires économiques

Réf. : Loi du Pays n°2009-7 APF du 1^{er} avril 2009 (publiée au JOPF (NS) du 1^{er} avril 2009)

**ATTESTATION DE NON-DEMARRAGE
DU PROGRAMME**

Nous attestons qu'aucune commande n'a été passée à ce jour par nos soins pour ce qui concerne les biens qui font l'objet de la demande d'agrément au titre de notre programme d'investissement. Nous attestons également du non démarrage effectif des constructions. Nous nous engageons par ailleurs à ne passer aucune de ces commandes de biens avant le dépôt auprès du secrétariat de la commission consultative des agréments fiscaux de la demande d'agrément susvisée.

NB :

Si l'attestation est complétée après le dépôt de la demande d'agrément, le texte devient :

Nous attestons qu'aucune commande n'a été passée par nos soins avant le dépôt de la demande d'agrément pour ce qui concerne les Biens qui composent notre programme d'investissement visé en objet.

Nom et qualité du représentant légal
de l'entreprise ou de son mandant

Attestation n°7**A ETABLIR SUR PAPIER A EN TETE DE L'ENTREPRISE
FOURNISSEUR DE BIENS ET DE SERVICES LIES
AU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT AGREE**

A , le

A**(...l'entreprise qui réalise le programme...)**
(à compléter)**ATTESTATION RELATIVE AUX REMISES, RABAIS ET RISTOURNES**

Nous attestons par la présente que l'ensemble des devis et factures établis à l'ordre de la société ... incluent tous les rabais, remises ou ristournes accordées à cette société, et qu'aucun avantage particulier ou rémunération de quelque nature que ce soit n'est ou ne sera accordé directement ou indirectement à d'autres intervenants au dossier.

Nous attestons également que nos marges sur les biens que la société nous a commandés sont conformes à celles que nous pratiquons avec nos autres clients et, qu'en tout état de cause, les prix de vente de ces biens correspondent à un prix du marché.

Nom et qualité du représentant légal
de l'entreprise ou de son mandant

ANNEXE 2**A ETABLIR SUR PAPIER A EN TETE DE L'ENTREPRISE
QUI REALISE LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT**

A , le

Au

**Ministère en charge des finances
Direction des impôts et des contributions publiques
BP 80
98713 Papeete**

Objet : Demande d'agrément déposée à la direction générale des affaires économiques
le sous la référence n°

Réf. : Loi du Pays n°2009-7 APF du 1^{er} avril 2009 (publiée au JOPF (NS) du 1^{er} avril
2009)

**ATTESTATION DE DEMARRAGE
DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT**

à adresser à la direction des impôts et des contributions publiques
dans les trois mois du début du programme
(Article LP 915-2 du code des impôts)

Nous attestons par la présente du début de réalisation du programme d'investissement
visé en objet en date du

A cet effet je vous prie de trouver ci-joint les informations et documents suivants :

- ☐ Cas d'une construction immobilière : le démarrage effectif des constructions (détailler
les travaux effectués à ce titre) ;
☐ Cas de biens mobiliers : la commande ferme des biens mobiliers prévus et la
production d'un acompte minimum de 10% de la base d'investissement agréé.

Nom et qualité du représentant légal
de l'entreprise ou de son mandant

Art. LP.915-2. – Le programme d'investissement doit débiter au plus tard dans les douze mois qui suivent la date de publication au journal officiel de la Polynésie française de l'arrêté d'agrément. Le début du programme d'investissement s'entend du démarrage effectif des constructions lorsque le programme concerne une construction immobilière et/ou d'une commande ferme assortie d'un acompte minimum d'au moins 10 % de la base d'investissement agréée lorsque le programme concerne des biens mobiliers. Sur demande motivée, ce délai peut être prorogé de six mois par le ministre en charge de l'économie.

ANNEXE 3**A ETABLIR SUR PAPIER A EN TETE DE L'ENTREPRISE
QUI REALISE LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT**

A , le

Au

**Ministère en charge des finances
Direction des impôts et des contributions publiques
BP 80
98713 Papeete**

Objet : Demande d'agrément déposée à la direction générale des affaires économiques
le sous la référence n°

Réf. : Loi du Pays n°2009-7 APF du 1^{er} avril 2009 (publiée au JOPF (NS) du 1^{er} avril
2009)

**ATTESTATION D'ACHEVEMENT
DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT**

à adresser à la direction des impôts et des contributions publiques
dans les trois mois de l'achèvement du programme
(article LP.915-4 du code des impôts)

Nous attestons par la présente de l'achèvement du programme d'investissement visé en
objet en date du

A cet effet je vous prie de trouver ci-joint les informations et documents suivants :

- ☐ Le certificat de conformité de l'immeuble accompagné le cas échéant de la certification
que toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la mise en service ont été
déposées ;
- ☐ La justification de la mise en service immédiate des biens mobiliers, objet du
programme d'investissement, sauf cas prévus à l'article LP.915-4 du code des impôts.

Nom et qualité du représentant légal
de l'entreprise ou de son mandant

Art. LP.915-4. – L'achèvement du programme d'investissement est matérialisé :

- pour les biens immobiliers par l'achèvement des constructions ;

- et pour les biens mobiliers par leur livraison à l'entreprise qui réalise le programme d'investissement.

L'achèvement du programme d'investissement fait l'objet d'une attestation d'achèvement établie par l'entreprise qui
réalise le programme d'investissement. Cette attestation est adressée à la direction des impôts et des contributions
publiques dans les trois mois dudit achèvement et en tout état de cause dans les trois mois de l'expiration du délai
initialement imparti à l'entreprise pour achever le programme. Pour les biens immobiliers, elle doit être accompagnée
du certificat de conformité.

Au sens des alinéas précédents, l'achèvement s'entend de la réalisation complète des investissements de nature à
rendre possible leur mise en service immédiate.

La mise en service des investissements agréés doit être effective à la date de l'attestation d'achèvement sauf :

- lorsque cette mise en service est subordonnée à des autorisations administratives autres que le certificat de
conformité ; dans ce cas, l'attestation certifie que toutes les demandes d'autorisation nécessaires ont été déposées à la
date à laquelle elle est établie ;

- lorsque les investissements agréés ont vocation à être cédés à une entité regroupant des investisseurs intervenant
dans le cadre de dispositifs d'aide fiscale à l'investissement métropolitain.

ANNEXE 4**CERTIFICAT DE FINANCEMENT**

(renseignements à fournir par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement)

La société Promotrice. (N°TAHITI - N°RC :),
 dont le siège social est situé à , représentée légalement par M (2)
 agissant en qualité de , certifie que
 M (3) (N°TAHITI : - N°RC), dont le siège
 social est situé à , représenté légalement par M agissant en qualité
 de , a participé au financement de son programme d'investissement agréé au
 dispositif du régime des investissements ☐ directs/ ☐ indirects par arrêté n° / CM du
 selon les modalités suivantes :

	Montant du financement (4)		En F CFP
A.	Quote-part de la base d'investissement agréée de la société investisseuse (5)		
B.	Taux du crédit d'impôt applicable à la quote-part de base d'investissement agréée		
C.	Montant de crédit d'impôt applicable à la quote-part de base d'investissement agréée	= A. x B.	
D.	Taux de rétrocession minimum (à cocher)		<input type="checkbox"/> 60% <input type="checkbox"/> 70% <input type="checkbox"/> 75%
E.	Montant de rétrocession minimum	= C. x D.	
F.	Montant effectif du financement apporté (à cocher) <input type="checkbox"/> Au titre du régime des investissements indirects : <input type="checkbox"/> = (A.) si le taux de rétrocession = 60% <input type="checkbox"/> = (E.) si le taux de rétrocession = 75% <input type="checkbox"/> Au titre du régime des investissements directs (70%)		

Nature du financement (4)	En F CFP
Souscriptions en numéraire d'actions ou de parts sociales	
Montant de la souscription	
Nombre de parts sociales souscrites	
Valeur nominale des parts	
Date de libération du capital	
Souscriptions en numéraire par voie d'incorporation au capital des sommes laissées en compte courant d'associés	
Montant des sommes incorporées	
Nombre de parts ou actions attribuées	
Date de libération	
Apports en comptes courants non rémunérés	
Montant de l'apport	
Date du versement effectif des fonds	
Souscription au capital par apport de terrain affecté à la réalisation du programme dans la limite de l'évaluation du directeur des affaires foncières	
Montant de l'évaluation du directeur des affaires foncières	
Montant de l'apport	
Nombre de parts sociales acquises	
Valeur nominale des parts	
Date de signature de l'acte transférant la propriété	

Fait à , le

Signature et qualité du représentant de la société,

Certification et signature

de l'expert-comptable ou du comptable

(6)

DEMANDE D'IMPUTATION DE CREDIT D'IMPOT

(à présenter au titre de la première année d'imputation / renseignements à fournir par l'investisseur)

Je, soussigné(e) M (2) agissant en qualité de (N°TAHITI -
 N° RC) Adresse : ☐ déclare avoir participé le
 au financement du programme identifié ci-dessus pour un montant de financement effectif
 de francs CFP (cf. ligne F.). Ce financement effectif donne lieu à un crédit d'impôt
 d'un montant de F CFP (cf. ligne C.) dont je sollicite l'imputation dans les conditions fixées par
 l'article LP.918-2 du code des impôts.
☐ atteste sur l'honneur être à jour de l'ensemble de mes obligations déclaratives.
☐ produit, jointe à la présente, la convention de financement du , prévue à l'article LP 916-31 du
 code des impôts.
☐ produit, jointe à la présente, l'attestation de financement.

Fait à , le

Signature et qualité du représentant de la société

(1) Lorsque le financement est effectué directement par l'investisseur au sens de l'article LP 916-2

(2) Monsieur ou Madame ou la société

(3) Qualité du signataire, raison et dénomination sociales de la société représentée à préciser lorsque l'investisseur est une société

(4) Cocher et renseigner les rubriques utiles

(5) Le financement confère à l'investisseur une quote-part de la base d'investissement agréée (article 916-1-4^e alinéa)(6) Article LP 916-31-7^e alinéa : « l'attestation de financement doit être certifiée par l'expert-comptable ou le comptable de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ».

ANNEXE 4bis**CERTIFICAT DE FINANCEMENT**

(renseignements à fournir par la société portant le programme d'investissement)

La société Promotrice (N°TAHITI : - N°RC :),
 dont le siège social est situé à , représentée
 légalement par M (2). agissant en qualité de certifiée
 que la société de Participation (3) .(N°TAHITI : -
 N°RC :), dont le siège social est situé à , représentée
 légalement par M. agissant en qualité de , a participé
 au financement de son programme d'investissement agréé au dispositif du régime des investissements
☐ directs/ ☐ indirects par arrêté n° CM du , selon les modalités suivantes :

Montant du financement (4)			En F CFP
Cas n°1 : Financement égal à l'intégralité de la quote-part de base d'investissement agréée			
A.	Quote-part de la base d'investissement agréée de la société de Participation (5)		
B.	Taux du crédit d'impôt applicable à la quote-part de base d'investissement agréée		
C.	Montant de crédit d'impôt applicable à la quote-part de base d'investissement agréée	= A. x B.	
D.	Taux de rétrocession minimum		<input type="checkbox"/> 60%
E.	Montant de rétrocession minimum	= C. x D.	
F.	Montant effectif du financement apporté	= A.	

Cas n°2 : Financement égal à la rétrocession nette			En F CFP
A.	Quote-part de la base d'investissement agréée de la société de Participation (5)		
B.	Taux du crédit d'impôt applicable à la quote-part de base d'investissement agréée		
C.	Montant de crédit d'impôt applicable à la quote-part de base d'investissement agréée	= A. x B.	
D.	Taux de rétrocession minimum		<input type="checkbox"/> 75%
E.	Montant de rétrocession minimum	= C. x D.	
F.	Montant effectif du financement apporté	= E.	

Nature du financement (4)		En F CFP
Souscriptions en numéraire d'actions ou de parts sociales		
Montant de la souscription		
Nombre de parts sociales souscrites		
Valeur nominale des parts		
Date de libération du capital		
Souscriptions en numéraire par voie d'incorporation au capital des sommes laissées en compte courant d'associés		
Montant des sommes incorporées		
Nombre de parts ou actions attribuées		
Date de libération		
Apports en comptes courants non rémunérés		
Montant de l'apport		
Date du versement effectif des fonds		
Souscription au capital par apport de terrain affecté à la réalisation du programme dans la limite de l'évaluation du directeur des affaires foncières		
Montant de l'évaluation du directeur des affaires foncières		
Montant de l'apport		
Nombre de parts sociales acquises		
Valeur nominale des parts		
Date de signature de l'acte transférant la propriété		

Fait à , le

Signature et qualité du représentant de la société, Certification et signature
 de l'expert-comptable ou du comptable (6)

(1) Lorsque le financement est effectué par le biais de sociétés dont l'objet est la participation au capital d'entreprises qui réalisent des programmes d'investissement au sens de l'article LP 916-2

(2) Monsieur ou Madame ou la société

(3) Qualité du signataire, raison et dénomination sociales de la société représentée à préciser lorsque l'investisseur est une société

(4) Cocher et renseigner les rubriques utiles

(5) Le financement confère à l'investisseur une quote-part de la base d'investissement agréée (article 916-1-4^e alinéa)

(6) Article LP 916-31-7^e alinéa : « l'attestation de financement doit être certifiée par l'expert-comptable ou le comptable de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ».

CERTIFICAT DE FINANCEMENT
(renseignements à fournir par la société de participation)

La société de Participation. (N°TAHITI - N°RC :), dont le siège social est situé à , représentée légalement par M (2) agissant en qualité de , certifie la société Investisseuse (3) (N°TAHITI : - N°RC :), dont le siège social est situé à , représentée légalement par M agissant en qualité de , a participé au financement du programme d'investissement de la société Promotrice agréé du dispositif du régime des investissements ☐ directs/ ☐ indirects par arrêté n° CM du , selon les modalités suivantes :

	Montant du financement (4)		En F CFP
A.	Quote-part de la base d'investissement agréée de la société Investisseuse (5)		
B.	Taux du crédit d'impôt applicable à la quote-part de base d'investissement agréée		
C.	Montant de crédit d'impôt applicable à la quote-part de base d'investissement agréée	= A. x B.	
D.	Taux de rétrocession minimum (à cocher)		<input type="checkbox"/> 60% <input type="checkbox"/> 75%
E.	Montant de rétrocession minimum	= C. x D.	
F.	Montant effectif du financement apporté (à cocher) <input type="checkbox"/> = (A.) si le taux de rétrocession = 60% <input type="checkbox"/> = (E.) si le taux de rétrocession = 75%		

Nature du financement (4)	En F CFP
Souscriptions en numéraire d'actions ou de parts sociales	
Montant de la souscription	
Nombre de parts sociales souscrites	
Valeur nominale des parts	
Date de libération du capital	
Souscriptions en numéraire par voie d'incorporation au capital des sommes laissées en compte courant d'associés	
Montant des sommes incorporées	
Nombre de parts ou actions attribuées	
Date de libération	
Apports en comptes courants non rémunérés	
Montant de l'apport	
Date du versement effectif des fonds	
Souscription au capital par apport de terrain affecté à la réalisation du programme dans la limite de l'évaluation du directeur des affaires foncières	
Montant de l'évaluation du directeur des affaires foncières	
Montant de l'apport	
Nombre de parts sociales acquises	
Valeur nominale des parts	
Date de signature de l'acte transférant la propriété	

Fait à , le

Signature et qualité du représentant de la société , Certification et signature
de l'expert-comptable ou du comptable (6)

DEMANDE D'IMPUTATION DE CREDIT D'IMPOT
A PRESENTER AU TITRE DE LA 1ère ANNEE D'IMPUTATION
(renseignements à fournir par l'investisseur)

Je, soussigné(e) M (2) agissant en qualité de (N°TAHITI - N°RC :)
Adresse : ☐ déclare avoir participé ie au financement du programme
identifié ci-dessus pour un montant de financement effectif de .francs CFP (cf. ligne F.). Ce
financement effectif ouvre droit à un crédit d'impôt d'un montant de .francs CFP (cf. ligne C.) dont
je sollicite l'imputation dans les conditions fixées par l'article LP 918-2 du code des impôts.
☐ atteste sur l'honneur être à jour de l'ensemble de mes obligations déclaratives.
☐ jointe à la présente, la convention de financement du , prévue à l'article LP 916-31 du code des
impôts jointe en annexe.
☐ jointe à la présente, l'attestation de financement.
Fait à , le Signature et qualité du représentant de la société ,

(1) Lorsque le financement est effectué par le biais de sociétés dont l'objet est la participation au capital d'entreprises qui réalisent des programmes d'investissement au sens de l'article LP 916-2

(2) Monsieur ou Madame ou la société

(3) Qualité du signataire, raison et dénomination sociales de la société représentée à préciser lorsque l'investisseur est une société

(4) Cocher et renseigner les rubriques utiles

(5) Le financement confère à l'investisseur une quote-part de la base d'investissement agréée (article 916-1-4è alinéa)

(6) Article LP 916-31-7è alinéa : « l'attestation de financement doit être certifiée par l'expert-comptable ou le comptable de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ».

ANNEXE 5

**A établir sur papier à en-
tête de l'entreprise
réalisant le programme
d'investissement et à
adresser à la DGAE**

A _____, le _____

à

**Ministère en charge de l'économie
Direction Générale des Affaires Économiques
BP 82 - 98713 Papeete**

**_*_

ATTESTATION RELATIVE AUX EMPLOIS

(Article LP.917-2 du code des impôts)

**_*_

1- Nombre d'emplois déclarés au ____/____/____ (date de dépôt de la demande d'agrément)

à temps plein : _____

à temps partiel : _____

2 – Nombre d'emplois créés :

Intitulé du poste	Année de recrutement	Prévu		Réalisé	
		Temps plein	Temps partiel	Temps plein	Temps partiel

Joindre le dernier ordre de recette de la Caisse de Prévoyance Sociale.

Le représentant de la société agréée, mentionné ci-dessous, certifie sur l'honneur le caractère complet, fiable et sincère des informations contenues dans la présente attestation.

NOM, Prénom, qualité
de la personne représentant
l'entreprise agréée
ou de son mandataire

ANNEXE 5 bis

A établir sur papier à en-tête de l'entreprise réalisant le programme d'investissement et à adresser à la DGAE

A _____, le _____

à

Ministère en charge de l'économie
Direction Générale des Affaires Économiques
BP 82 - 98713 Papeete

**_*_

SUIVI DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

(Article LP.917-1 du code des impôts)

**_*_

Référence de l'arrêté d'agrément : _____

Prévue
(dans la demande initiale) Effective

Date de démarrage du programme : _____

Date d'achèvement du programme : _____

Date de mise en exploitation du programme : _____

1 - Financements :

(en millions F CFP)

		N (20__)	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5
Levée de financement	prévue						
	effective						
Crédit d'impôt	prévu						
	effectif						

2 - Dépenses :

(en millions F CFP)

		SEMESTRE (__ /20__)	S+1	S+2	S+3	S+4	S+5
Dépenses	prévues						
	effectives						

3 - Emplois :

		SEMESTRE (__ /20__)	S+1	S+2	S+3	S+4	S+5
Nombre d'emplois pendant la réalisation du programme	prévu						
	effectif						

4 - Travaux :

Décrire l'ensemble des travaux effectivement réalisés depuis la note de suivi précédente.

Le représentant de la société agréée, mentionné ci-dessous, certifie sur l'honneur le caractère complet, fiable et sincère des informations contenues dans la présente attestation.

NOM, Prénom, qualité
de la personne représentant
l'entreprise agréée
ou de son mandataire

ANNEXE 6

CERTIFICAT DE SOUSCRIPTION DANS UN FONDS COMMUN DE PLACEMENT A RISQUES
 (articles LP.951-1 à LP.951-8 du code des impôts)
 (renseignements à fournir par l'entreprise de marché ou le prestataire de services d'investissement)

La **société**,
 (N°TAHITI : - N°RC :), dont le siège social est situé à
, Représentée légalement par M (2)

Agréée par l'Autorité des Marchés Financiers par décision
 Agissant en tant que gestionnaire du fonds commun de placement à risque

 Code :, Type :

Agréé au régime prévu par les articles LP.951-1 à LP.951-8 du code des impôts par arrêté

Certifie que l'entreprise.....
 (N°TAHITI : - N°RC :), dont le siège social est situé à
, Représenté légalement par
 M..... a souscrit en numéraire au fonds commun de
placement à risques précité selon les modalités suivantes:

Détail de la souscription	
Date de centralisation	
Nombre de parts souscrites	
Catégorie de parts	
Montant de la souscription effectivement libérée	

Conformément à l'article LP.951-4 du code des impôts, cette opération ouvre droit à un crédit d'impôt de 40% du montant de la souscription effectivement libérée, soit :FCFP.

Fait à, le

Signature et qualité du représentant de la
société

Document renseigné à joindre à la déclaration de résultats ou de chiffre d'affaires des souscripteurs, accompagné du bulletin de souscription des parts sociales.

ANNEXE 7**NOTICE EXPLICATIVE DE LA BALANCE FISCALE, ECONOMIQUE ET SOCIALE A
FOURNIR AVEC LA DEMANDE D'AGREMENT FISCAL CONFORMEMENT A
L'ARTICLE LP 919-51 – 2^{ème} Alinéa**

Mesdames et messieurs les investisseurs vous avez un projet en Polynésie française et nous saluons votre démarche.

Vous sollicitez pour la réalisation de votre programme d'investissement l'octroi d'un agrément fiscal pour que ce dernier bénéficie du dispositif de défiscalisation. Votre demande fera l'objet d'une attention particulière. Néanmoins, l'attention qui sera accordée à votre programme d'investissement par la Commission Consultative des Agréments Fiscaux (CCAF) et par la suite par le Conseil des Ministres (CM), sera d'autant plus forte qu'il se dégagera de votre dossier un sentiment de gains réciproques.

Pour cela la Loi du Pays prévoit qu'un certain nombre d'informations et d'indicateurs soient fournis aux décideurs publics. C'est l'objet des fiches jointes que nous vous demandons de remplir avec le plus grand soin.

1 – Balance fiscale prévisionnelle en période de construction ou d'investissement (Fiche n°1)

Cette fiche concerne uniquement la période nécessaire à la réalisation de l'investissement. Elle exclut la période d'exploitation qui débute avec la mise en service de l'investissement.

- a) Les trois premières lignes (non exhaustives) correspondent aux masses monétaires que représentent les divers avantages fiscaux, directs ou indirects, que le pays serait amené à octroyer en fonction de votre demande. La ligne crédit d'impôts correspond à l'effort global du Pays et ne se cantonne pas à la part rétrocédée.
- b) Les lignes suivantes correspondent aux entrées fiscales directes et indirectes que va générer la réalisation de votre investissement. Pour compléter ces différentes lignes, il n'est pas demandé de produire des calculs exhaustifs, toute méthode d'évaluation est acceptée, sous condition qu'elle soit développée dans une annexe.
- c) Il en va de même pour les deux dernières lignes. En effet les coûts de main d'œuvre sont, soit connus par vous pour les emplois que vous maîtrisez directement, soit représentés des ratios standards selon les types de travaux (constructions de bâtiment, travaux publics, etc.). Une fois cette évaluation de coût de main d'œuvre réalisée faite il suffit d'appliquer le taux de charges sociales (salariales et patronales) moyens pour évaluer l'impact du projet sur notre système de protection sociale.

La dernière ligne identifie le solde entre l'effort de la collectivité et les bienfaits apportés par le projet à la mise en exploitation de l'investissement.

2 – Balance sociale prévisionnelle en période de construction ou d'investissement (Fiche n°2)

Dans cette fiche il est mis en lumière les avantages en termes d'emplois et de participation au système de protection sociale que va apporter votre projet, toujours dans sa période de mise en place.

- a) Le nombre d'emplois directs demandé en premier correspond aux emplois que vous escomptez créer et qui auront un lien de subordination direct avec le promoteur du projet pendant la période de réalisation de l'investissement. Le montant des charges sociales doit correspondre à celui de l'avant dernière ligne du tableau précédent.
- b) Le nombre d'emplois indirects correspond au nombre d'équivalents salariés à temps plein qui seront amenés à participer directement ou indirectement à la réalisation de votre investissement. De la même façon que pour la fiche précédente toute méthode d'évaluation sera admise sous condition qu'elle soit développée dans une annexe dédiée. Le montant des charges sociales doit correspondre à celui de la dernière ligne du tableau précédent.

ANNEXE 7**3 – Balance sociale prévisionnelle en période d'exploitation (Fiche n°3)**

Dans cette fiche il est mis en lumière les avantages en termes d'emplois et de participation au système de protection sociale que va apporter votre projet, mais cette fois en période d'exploitation.

- a) Le nombre d'emplois directs demandé en premier correspond aux emplois que vous escomptez créer et qui auront un lien de subordination direct avec le promoteur du projet mais cette fois en période d'exploitation. Le montant des charges sociales devra être là calculé en fonction des emplois et des salaires que vous envisagez de créer pour exploiter l'investissement. Dans certain cas, comme la réalisation de promotions immobilières mixtes (logements, commerces et bureaux par exemple), une évaluation des emplois envisagés chez les futurs propriétaires de locaux ou locataires est admise.
- b) Le nombre d'emplois indirects correspond au nombre d'équivalents salariés à temps plein qui selon vos informations seront créés chez vos sous-traitants ou partenaires en aval de votre activité (prestataires touristiques, transports, etc., dans le cas d'un hôtel par exemple).

4 – Balance fiscale prévisionnelle d'une année moyenne en période d'exploitation (Fiche n°4)

- a) La première ligne est le report du solde constatée en fiche n°1.
- b) Les lignes regroupées dans la deuxième section sont des évaluations des augmentations de fiscalité qui sont engendrées pour une année moyenne d'exploitation. Cela représente les diverses contributions directes et indirectes qui vont être induites par la mise en exploitation du nouvel investissement. Par année moyenne on entend une année d'exploitation complète que le promoteur ou l'exploitant considère comme l'objectif minimum d'activités à atteindre.
- c) Les deux dernières lignes de la dernière section sont le report des montants mentionnés en fiche n°3.

5 – Balance économique prévisionnelle en période d'exploitation (Fiche n°5)

Le dernier tableau concerne l'impact économique qui découlera de la mise en place de l'investissement pour lequel vous sollicitez les avantages fiscaux. L'évaluation sera notamment faite grâce à l'impact sur les prix et la modération de marges que l'investisseur instaurera, en contrepartie des avantages fiscaux obtenus.

Ce tableau vous permet de mettre en avant de façon ouverte les avantages économiques retirés par le Pays. Il n'a aucun caractère d'engagement.

FICHE N° 1

ANNEXE 7

BALANCE FISCALE PREVISIONELLE PERIODE DE CONSTRUCTION OU D'INVESTISSEMENT
FICHE A JOINDRE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AGREMENT

MF	Prévisionnel
Crédit d'impôts demandé	
Exonérations d'impôts demandés	
Autres avantages fiscaux demandés	
Total avantages sollicités	
Droits d'enregistrements divers non exonérés	
TVA non récupérable	
Droits import acquittés directement dans le cadre de la construction	
Evaluation IS ou IT supplémentaire sous-traitants	
Total fiscalité induite par le chantier	
Evaluation cotisations sociales directes	
Evaluation cotisations sociales indirectes des sous-traitants et intervenants <i>(reporter ces totaux dans la balance sociale prévisionnelle)</i>	
Total cotisations sociales induites par le chantier	
Solde fiscal et social	

ANNEXE 7

FICHE A JOINDRE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AGREMENT

(1) : Dans cette fiche seuls les emplois directs créés pendant la période de construction ou d'investissement sont à reporter

(2) : Les emplois indirects sont ceux de tous les intervenants directs ou indirects du chantier ou de la phase d'investissement.

FICHE N° 3

ANNEXE 7

BALANCE SOCIALE PREVISIONELLE DES EFFECTIFS PERIODE D'EXPLOITATION
FICHE A JOINDRE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AGREMENT

CRITERES	Prévisionnel année moyenne d'exploitation
Emplois directs (1) <div align="right"> <i>Nombre</i> <i>Evaluation des charges sociales</i> </div>	
Emplois indirects (2) <div align="right"> <i>Nombre</i> <i>Evaluation des charges sociales</i> </div>	
(2) : Liste des principales entreprises concernées <div style="height: 150px;"></div>	

(1) : Dans le cas d'une promotion immobilière "autres constructions immobilières" les emplois prévus par les futurs occupants des surfaces commerciales ou de bureaux peuvent être intégrés à cet endroit. La méthode de l'évaluation est admise.

(2) : Cette rubrique est à renseigner si l'investisseur identifie des activités en amont ou en aval à la sienne génératrice d'emplois. Cette rubrique n'a aucun caractère d'engagement

FICHE N°4

ANNEXE 7

BALANCE FISCALE PREVISIONELLE PERIODE D'EXPLOITATION
FICHE A JOINDRE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AGREMENT

MF	Prévisionnel année moyenne d'exploitation
Solde fiscal et social à l'issue de la phase d'investissement (1)	
Accroissement du poste impôts et taxes (compte 63)	
Accroissement TVA non récupérable	
Accroissement droits import d0 à l'exploitation du nouvel investissement (inclus dans le poste achats)	
Total fiscalité induite par le nouvel investissement (B)	
Evaluation cotisations sociales directes (2)	
Evaluation cotisations sociales indirectes des sous-traitants (2)	
Total cotisations sociales induites par l'exploitation (C)	
Total B + C	

(1) : Report du solde de la fiche "BALANCE FISCALE PREVISIONELLE PERIODE DE CONSTRUCTION OU D'INVESTISSEMENT" précédente

(2) : Montants de la fiche N°3 à reporter

FICHE N°5

ANNEXE 7

REPERCUSSIONS ECONOMIQUES PREVISIONELLES
FICHE A JOINDRE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AGREMENT

Principaux avantages économiques issus de l'investissement - Ces déclarations n'ont aucun caractère d'engagement

Il est demandé de lister notamment les principaux produits qui découleront de l'investissement, ainsi que de l'impact sur les prix que la défiscalisation permettra d'obtenir.

Pour l'immobilier il est demandé de rappeler en tête de liste le prix de vente ou de location au m².

Puis ensuite prière de détailler les types de logement mis à la vente ou à la location.

ANNEXE 7 bis**NOTICE EXPLICATIVE DE LA BALANCE FISCALE, ECONOMIQUE ET SOCIALE A
FOURNIR ANNUELLEMENT AVEC LA LIASSE FISCALE CONFORMEMENT A
L'ARTICLE LP 919-51 – 3^{ème} Alinéa**

Votre programme d'investissement est désormais terminé et en phase d'exploitation.

L'article 919-51 du Code des Impôts instaure l'obligation de fournir, en annexe de votre liasse fiscale annuelle, les tableaux joints. Ces derniers permettront de conforter, voire de renforcer, la pertinence de la décision d'agrément qui a été octroyée à votre programme. Par consolidation sectorielle ou régionale, avec d'autres programmes d'investissements, et ce dans le respect réglementaire de la confidentialité qui s'attachent aux informations que vous fournirez, ces fiches permettront de mesurer les retombées bénéfiques du dispositif de défiscalisation. La démarche dans laquelle vous vous inscrivez est donc primordiale et constitue un élément essentiel de la pérennité du système.

La fiche jointe permettra de mesurer avec plus d'exactitude les retombées réelles issues de l'exploitation de l'investissement ayant bénéficié du dispositif de défiscalisation.

Suivi fiscal et social annuel en période d'exploitation (Fiche annuelle n°1)

Les parties grisées ne sont pas à remplir.

- a) La première colonne reprend les chiffres définitifs arrêtés à l'achèvement du programme d'investissement.
- b) De la deuxième à la dernière colonne il vous est demandé de remplir chaque année le tableau par avancement. C'est à dire qu'à la fin de la première année d'exploitation vous devez fournir le tableau avec les deux premières colonnes complétées. L'année suivante vous devez fournir le tableau avec les trois premières colonnes remplies, afin de mesurer l'évolution de votre exploitation. Et ainsi de suite jusqu'au dépôt de la liasse fiscale de votre entreprise la sixième année où le tableau devrait être entièrement renseigné.

De la même façon que pour les fiches du dossier de demande d'agrément, toute méthode d'évaluation est admise à condition qu'elle soit explicitée dans une annexe. Si une méthode est utilisée pour renseigner certains éléments de la première année, il est demandé de ne pas en changer en cours d'exploitation afin de conserver l'homogénéité des séries de chiffres.

BALANCE FISCALE ET SOCIALE EN PERIODE D'EXPLOITATION
FICHE A FOURNIR ANNUELLEMENT AVEC LE DEPOT DE LA LIASSE FISCALE

* : Colonne correspondante aux chiffres arrêtés à l'issue de la phase de construction ou de mise en place

(2) : Liste des principales entreprises concernées	Phase chantier	Phase exploitation	Phase exploitation	Phase exploitation	Phase exploitation	Phase exploitation

ANNEXE 8

Nom prénom
Adresse postale
Numéro de téléphone

A , le

A

***(l'entreprise qui réalise le programme,
la personne qui destine le logement à la location ou à la revente, ou
l'organisme de gestion du logement social)***

(à compléter)

ATTESTATION RELATIVE AU RESPECT DU PLAFOND DE REVENUS

Je/Nous soussigné(s), Monsieur et/ou Madame....., ayant acquis / loué l'appartement / la maison d'habitation (référence) de la résidence / du lotissement (nom), atteste(ons) par la présente que l'ensemble des revenus mensuels du foyer est inférieur ou égal à 4 fois le SMIG brut.

Je/Nous atteste(ons) également que ce logement est affecté de manière exclusive à mon/notre habitation principale.

Nom et prénom du propriétaire ou
locataire du logement

Art. LP.921-5. – Dans l'acte de vente ou de location, les acquéreurs ou locataires successifs s'engagent à affecter de manière exclusive les logements à leur habitation principale. Dans les cas de vente, les acquéreurs prennent l'engagement, dans l'acte, de conserver les logements pendant une durée au moins égale à dix années. Dans les cas de location, cet engagement, pris dans le contrat de bail, porte sur toute la durée de la location.

Toute personne ayant bénéficié d'un logement en méconnaissance des conditions prévues au premier alinéa ainsi que de la condition de ressources observée à la date d'entrée en jouissance est passible d'une pénalité égale à 25 %, selon le cas, du prix de vente du logement ou du prix du loyer annuel, selon la procédure prévue par les articles D.421-1 et D.511-17 du présent code.

Art. 38 : III – Nonobstant la condition de revenu prévue au IV de l'article 36 ci-dessus, les foyers bénéficiant de dispositifs d'aide publique directe à la construction ou à l'habitat ne peuvent bénéficier de logements à loyer modéré lorsque ceux-ci sont destinés à la vente. Les foyers bénéficiaires des logements certifiant, dans l'acte de vente, qu'ils n'ont pas sollicité ou obtenu le bénéfice de ces dispositifs.